



**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Soixante-treizième session**

Rome, 12-13 septembre 2001

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

**RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH**

POUR LE

**PROJET DE GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES DANS LE SUNAMGANJ**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>GLOSSAIRE</b>	<b>iv</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>v</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT</b>	<b>vi</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vii</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Bangladesh	2
<b>DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET</b>	<b>4</b>
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement du projet	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact environnemental	13
J. Caractéristiques novatrices	14
<b>TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>14</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	<b>15</b>



## APPENDICES

<b>I. COUNTRY DATA</b> <b>(DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD LOANS TO BANGLADESH</b> <b>(PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU BANGLADESH)</b>	<b>2</b>
<b>III. LOGICAL FRAMEWORK</b> <b>(CADRE LOGIQUE)</b>	<b>3</b>
<b>IV. COSTS AND FINANCING</b> <b>(COÛTS ET FINANCEMENT)</b>	<b>6</b>
<b>V. IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSIBILITIES</b> <b>(DISPOSITIONS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EXÉCUTION)</b>	<b>8</b>
<b>VI. ORGANIZATIONAL CHART</b> <b>(ORGANIGRAMME)</b>	<b>13</b>
<b>VII. FLEXIBLE LENDING MECHANISM AND CONDITIONS FOR SUBSEQUENT LENDING</b> <b>(MÉCANISME FLEXIBLE DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DU FINANCEMENT ULTÉRIEUR)</b>	<b>14</b>
<b>VIII. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS</b> <b>(ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)</b>	<b>15</b>

### TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Taka (BDT)
1,00 USD	=	55 BDT
1,00 BDT	=	0,018 USD

### POIDS ET MESURES

Système métrique

### SIGLES ET ACRONYMES

BIDS	Bangladesh Institute of Development Studies
BKB	Bangladesh Krishi Bank
DFID	Department for International Development (Département du développement international)
DLTP	Département local des travaux publics
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDCD	Rural Development and Cooperatives Division (Division du développement rural et des coopératives)
SAPAP	Projet de lutte contre la pauvreté en Asie du Sud
UGP	Unité de gestion du programme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

## GLOSSAIRE

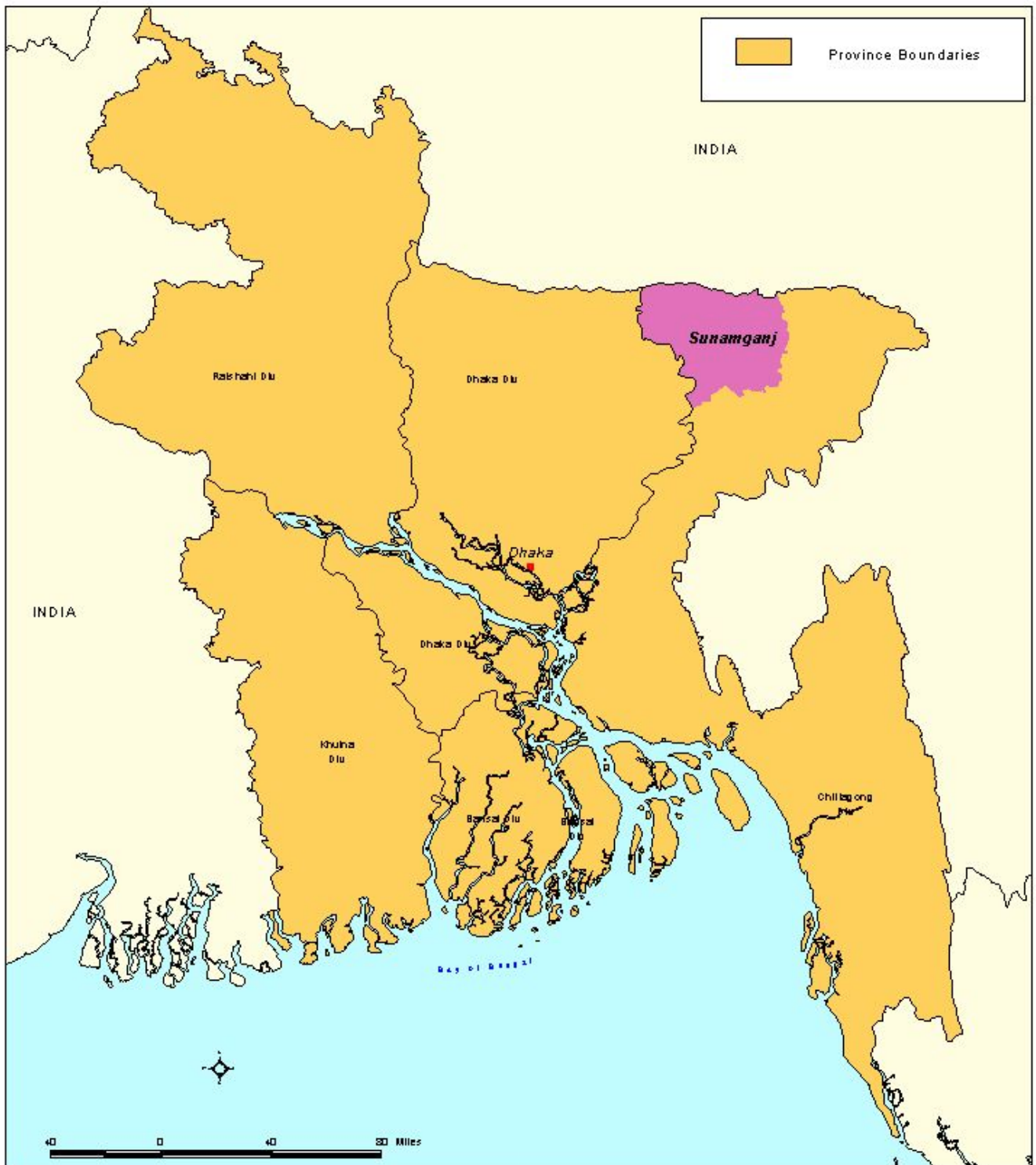
<i>Beel</i>	Plan d'eau permanent ou semi-permanent, inondé durant la saison des pluies, situé dans une plaine inondable et relié au fleuve par un réseau naturel de canaux de drainage ( <i>khals</i> ), dont la superficie équivaut à celle d'un lac; très riche en poissons.
<i>Boro</i>	Récolte de riz semée en hiver et moissonné en avril ou mai.
<i>Charland</i>	Terre émergée (généralement un îlot) au milieu ou à proximité d'un cours d'eau, subissant un phénomène d'érosion et d'envasement annuel dû au courant.
<i>Haor</i>	Grande dépression située entre plusieurs cours d'eau, d'une superficie généralement supérieure à 1 000 ha; submersible sous plus de trois mètres d'eau en période de mousson.
<i>Haorland</i>	Zone de haors.
<i>Khal</i>	Voie d'eau naturelle dans une plaine inondable, qui permet aux eaux de crue de submerger la plaine puis de se retirer vers les cours d'eau; joue un grand rôle dans la migration et la reproduction des poissons.
<i>Khas</i>	Terre domaniale pouvant être louée à des particuliers.
<i>Upazila</i>	Unité administrative locale (sous-district), généralement constituée d'une dizaine de circonscriptions (autrefois nommées <i>thanas</i> ).
<i>Upazila Nirbhani Officer</i>	Représentant de l'État à l'échelon de l' <i>upazila</i> .

## GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

Année budgétaire

1<sup>er</sup> juillet - 30 juin

## CARTE DE LA ZONE DU PROJET



**Source:** FIDA

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

### PROJET DE GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES DANS LE SUNAMGANJ

#### RÉSUMÉ DU PRÊT

<b>INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	République populaire du Bangladesh
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Division du développement rural et des coopératives (RDCD) du Ministère des collectivités locales, du développement rural et des coopératives
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	34,3 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	17,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 22,0 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEUR(S):</b>	À déterminer
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	7,5 millions de USD
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	4,5 millions de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	300 000 USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

## NOTE DE PRÉSENTATION

**Qui sont les bénéficiaires?** Les groupes cibles sont des ménages de paysans sans terre, d'agriculteurs marginaux et de petits exploitants, et des femmes. Dans le district de Sunamganj, cela correspond à 246 000 ménages ruraux (86% du total). Comme ce district reculé est resté à l'écart des initiatives de développement et qu'il est très exposé à des inondations destructrices, le groupe cible est très vulnérable et vit dans une grande précarité. Les ménages ayant à leur tête une femme sont particulièrement vulnérables. À la fin de la période d'exécution, le projet devrait avoir bénéficié à quelque 135 000 ménages (ayant à leur tête un homme ou une femme).

**Pourquoi sont-ils pauvres?** Premièrement, les pauvres vivent dans une zone caractérisée par de fortes inondations saisonnières. En outre il est fréquent que les cultures soient détruites par des inondations subites. L'isolement et la mauvaise qualité des communications, ainsi que la pénurie corrélative de services (services publics, soins de santé, services de secours, etc.) aggravent la vulnérabilité. Deuxièmement, sur le plan institutionnel, juridique et administratif, la présence officielle de l'État est limitée en raison de l'éloignement du district. Il y a bien quelques organisations non gouvernementales (ONG), mais elles n'ont qu'un rayon d'action très limité, et les donateurs sont pratiquement absents. L'État encourage la redistribution des droits sur la terre et l'eau en faveur des pauvres, mais cette politique n'a pas été mise en œuvre de façon efficace. Troisièmement, le groupe cible n'a qu'un accès limité à la base de ressources qui sont contrôlées par les notables locaux. Dans les zones où les cultures risquent d'être endommagées par les inondations, les agriculteurs pauvres survivent difficilement avec une récolte de riz par an (51% des ménages possèdent moins de 0,2 ha et 35% entre 0,2 et 1 ha). Les pauvres ont peu accès aux mécanismes d'épargne et de crédit, car les ONG n'atteignent que 12% des ménages ruraux du district. L'un des indicateurs de sous-développement le plus évident est l'absence d'infrastructure physique et le mauvais état des routes et des digues, qui sont érodées chaque année.

**Comment le projet les aidera-t-il?** Afin d'éliminer les obstacles ci-dessus qui entravent l'amélioration des conditions de vie, le projet visera à atténuer la vulnérabilité, à élargir l'accès aux services et ressources essentiels, à promouvoir diverses activités de subsistance (élevage, pêche et cultures) et à améliorer la condition de la femme en intégrant les considérations sexospécifiques dans toutes les activités. En particulier, on s'efforcera d'atteindre le groupe cible par les interventions suivantes: i) accès aux services d'épargne et de crédit à l'échelon du village, en privilégiant la promotion de produits de grande valeur pour lesquels il existe des circuits de commercialisation (produits de l'élevage et de la pêche); ii) élargissement de l'accès du groupe cible aux ressources naturelles, en favorisant le transfert de droits sur l'eau et la terre en sa faveur et en mettant l'accent sur la restauration communautaire des habitats, afin d'accroître la production et la consommation de poisson du groupe cible; iii) création d'emplois à l'intention des groupes les plus pauvres et les plus vulnérables et en particulier des femmes, et prévention des dommages dus à l'érosion et aux inondations, en finançant des ouvrages d'infrastructure à forte intensité de main-d'œuvre (notamment ouvrages pour protéger les villages contre l'érosion et structures villageoises de stockage); iv) atténuation de la vulnérabilité des femmes, en s'attachant aux besoins stratégiques tels que l'accès aux connaissances et aux technologies, la maîtrise des ressources productives et le renforcement de l'esprit d'initiative et des capacités.

**Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet?** S'inspirant des bons résultats du projet de lutte contre la pauvreté en Asie du Sud (SAPAP) financé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le projet appuiera la création de 2 250 organisations villageoises regroupant 4 500 organismes de crédit (dont 50% seront gérés par des femmes). Les activités du projet consisteront notamment à former les administrateurs et présidents d'organisations villageoises et d'organismes de crédit à l'administration des activités d'épargne et de crédit, et à former des techniciens villageois pour qu'ils puissent apporter une assistance technique aux utilisateurs des plans





d'eau. Les bénéficiaires participeront à des groupes d'épargne et de crédit, à l'aménagement et à la gestion des plans d'eau, à un programme de recherche et de démonstration sur le terrain, à des activités de formation conduites par des vulgarisateurs villageois dans les domaines des cultures, de l'élevage et de la pêche, et à la construction et à l'entretien d'ouvrages d'infrastructure rurale. Il est aussi prévu d'organiser des diagnostics participatifs, des ateliers participatifs, des enquêtes de suivi et d'évaluation à l'intention des bénéficiaires, et une évaluation et un suivi participatifs de l'impact.

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À**  
**LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH**  
**POUR**  
**LE PROJET DE GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES DANS LE**  
**SUNAMGANJ**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République populaire du Bangladesh d'un montant de 17,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 22,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. Le Bangladesh est une basse plaine deltaïque inondable, presque entièrement plate aux terres alluviales fertiles. Il est baigné par trois grands fleuves (Jamuna, Padma et Meghna) qui descendent de l'Himalaya et traversent l'Inde avant de se jeter dans le Golfe du Bengale. Un tiers environ de la superficie est inondée six mois par an, ce qui offre un habitat idéal pour les poissons. Le pays est exposé à des inondations catastrophiques et à des cyclones qui détruisent les cultures, les biens et les troupeaux et causent de lourdes pertes humaines. La population est d'environ 126 millions d'habitants (1998) et augmente au taux de 1,8% par an (1996). La densité démographique est une des plus élevées du monde (965 habitants au km<sup>2</sup>). Quelque 84% de la population vivent encore dans les campagnes, bien que la croissance de la population urbaine soit d'environ 6%.

2. Le Bangladesh est un des pays les plus pauvres du monde et son produit national brut (PNB) n'atteint que 350 USD par habitant. Le taux de croissance de l'économie a été chiffré à environ 5% par an entre 1994 et 1998. Depuis le début des années 90, le gouvernement a intensifié la mise en œuvre de son ambitieux programme de réforme économique, visant à instaurer une économie de marché libérale et à faire du secteur privé le moteur de la croissance et du développement. Il en est résulté une accélération de la croissance et un déclin de la pauvreté. La proportion d'indigents est passée de 43% en 1991/92 à 36% en 1995/96. L'agriculture reste prédominante; elle emploie 60% de la main-d'œuvre et fournit 22% du produit intérieur brut (PIB). Les cultures représentent environ 77% de la contribution de l'agriculture au PIB, le solde se divisant en parts à peu près égales entre la pêche, l'élevage et la foresterie. Le sous-secteur de la pêche emploie à plein temps quelque 2 millions de personnes et on estime que 73% des ménages ruraux pratiquent la pêche en tant qu'activité de subsistance. En raison de la pression démographique considérable, les ressources naturelles sont mises à rude épreuve. Les sols et l'eau sont dégradés, les forêts sont très surexploitées et les ressources

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

halieutiques des plaines inondables et des terres humides sont en partie épuisées. La croissance économique future dépendra de l'accroissement des entrées de capitaux, de l'amélioration de la gestion des affaires publiques, de la mise en valeur des ressources humaines, de la décentralisation, de l'amélioration de la gestion et de la conservation des ressources, et de la création d'activités rémunératrices pour les pauvres.

## **B. Données d'expérience**

3. Le projet intègre les enseignements tirés de projets antérieurs appuyés par le FIDA et de l'expérience d'autres donateurs. Les éléments ainsi dégagés sont notamment les suivants: i) pour la plupart des pauvres et autres groupes démunis, le crédit est une condition nécessaire mais pas suffisante de l'amélioration de leur situation économique; il ne faut pas négliger la question essentielle de l'autonomisation; ii) les communautés rurales pauvres doivent avoir la maîtrise des initiatives et des mécanismes de financement des projets; iii) les communautés et en particulier les femmes ont généralement réagi de façon encourageante et montré qu'elles étaient capables de jouer un rôle accru dans la gestion de leur propre développement; iv) il est difficile d'assurer la coordination interministérielle, en particulier sur le terrain; v) en ce qui concerne les projets de développement des pêches, il est essentiel de garantir la sécurité du droit d'accès aux ressources productives si l'on veut obtenir une participation durable des groupes communautaires et un impact stratégique sur l'équité hommes-femmes; vi) une participation de l'ensemble de la communauté est indispensable pour assurer la réussite des pêches communautaires, de façon à ce que les retombées soient équitablement distribuées; vii) en ce qui concerne les comités de gestion villageois, la rotation des dirigeants permet d'éviter les abus de pouvoir. Les principales leçons ont été prises en compte dans la conception du projet, comme suit: les indigents et les paysans sans terre ont été spécifiquement ciblés; on cherchera à promouvoir une véritable autonomisation des communautés en appuyant des organisations villageoises autogérées; le projet sera induit par la demande; les considérations sexospécifiques ont été intégrées dans la conception du projet; il n'y aura qu'un seul pro forma de projet (document de projet émanant du gouvernement), de façon à assurer la coordination des services gouvernementaux; l'octroi automatique de droits de pêche est une des garanties préalables à l'obtention du prêt et une des conditions du déclenchement de la deuxième phase du projet; l'ensemble de la population des villages sera mobilisé afin que les plus pauvres ne soient pas exclus; les dirigeants des organisations villageoises seront renouvelés périodiquement, sur la base d'une évaluation des résultats.

## **C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Bangladesh**

### **La politique de lutte contre la pauvreté du Bangladesh**

4. Les gouvernements qui se sont succédé ont fait de la lutte contre la pauvreté une de leurs priorités. Le cinquième Plan quinquennal a les mêmes objectifs que le précédent: taux de croissance de 5% par an, réduction de la pauvreté et création d'emplois par la mise en valeur des ressources humaines. Le plan accorde la priorité au développement agricole et rural afin d'accroître la productivité de l'agriculture et de réduire ainsi la pauvreté. Les axes stratégiques sont les suivants: i) promouvoir la création d'emplois en réalisant des ouvrages d'infrastructure et en favorisant le développement de micro-entreprises à forte intensité de main-d'œuvre; ii) développer les institutions rurales avec l'aide d'organisations non gouvernementales (ONG); iii) améliorer les compétences techniques pour accroître la production agricole et améliorer l'accès des pauvres aux moyens de production; iv) développer l'irrigation; v) promouvoir la participation des femmes au développement rural; vi) associer les communautés au développement. Pour ce qui est des pêches en particulier, le gouvernement a adopté en 1998 une nouvelle politique nationale des pêches qui vise notamment à encourager la location à long terme des plans d'eau, à créer des zones de protection des poissons, à

lutter contre les rejets d'effluents toxiques et à interdire la collecte du poisson par assèchement des plans d'eau. Cette politique prévoit aussi de donner la priorité aux vrais pêcheurs dans la location de plans d'eau publics.

5. Les efforts du gouvernement ont donné quelques résultats importants. Les infrastructures rurales ont été beaucoup développées, la proportion de femmes dans la population active a augmenté, le taux de scolarisation des filles s'est accru, il y a eu une très forte expansion du microcrédit, le taux de croissance démographique a diminué, la production de céréales alimentaires a presque doublé et les crédits affectés aux programmes de lutte contre la pauvreté ont été accrus. Toutefois, ces gains ont été en grande partie effacés par l'augmentation de la population, l'accroissement du nombre de paysans sans terre et par la multitude de ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, actuellement estimés à quelque 60 millions de personnes. En 1994, les 40% les plus pauvres des ménages possédaient moins de 2% du total des terres et les 5% les plus riches près de 35%. D'après les données préliminaires du recensement agricole de 1996/97, le nombre de paysans sans terre aurait augmenté de plus de 40% depuis le recensement précédent, effectué en 1983/84.

### **Les activités de lutte contre la pauvreté menées par d'autres grands donateurs**

6. Depuis qu'il a été constitué en État indépendant en 1971, le Bangladesh a reçu une importante aide étrangère. Tous les grands donateurs multilatéraux et bilatéraux ont des programmes dans le pays. L'aide extérieure est tombée de 1,8 milliard de USD en 1990 à 1,2 milliard de USD en 1998, mais elle reste importante. Parmi les principaux projets appuyés par des donateurs qui offrent des perspectives de partenariat et de synergie avec le projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj, on peut mentionner les suivants: i) le projet de lutte contre la pauvreté en Asie du Sud (SAPAP), appuyé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui a fourni les bases conceptuelles et opérationnelles du présent projet; ii) le quatrième projet relatif aux pêches, appuyé par la Banque mondiale et le Département du développement international (DFID), qui mène des activités pilotes dans le district de Sunamganj; iii) le projet de gestion communautaire des pêches appuyé par le DFID, qui mène également des activités pilotes dans ce district; iv) le projet de gestion communautaire des écosystèmes aquatiques appuyé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qui intervient dans les vastes dépressions (*haors*) limitrophes du district de Sunamganj; v) les activités de conservation communautaire dans le *haor* de Tanguar, menées par le Ministère de l'environnement et des forêts avec l'appui du Gouvernement norvégien.

### **La stratégie du FIDA au Bangladesh**

7. Depuis 1978, le FIDA a accordé au Bangladesh 19 prêts à des conditions particulièrement favorables, pour un montant total de 186,5 millions de DTS (environ 273 millions de USD). Douze des 19 prêts sont clos et deux autres le seront en 2001. Le FIDA a toujours eu pour stratégie d'appuyer les efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté rurale. L'exposé des options et stratégies d'intervention du FIDA (COSOP) pour le Bangladesh, approuvé en décembre 1999, décrit la nouvelle stratégie du FIDA qui s'articule autour de plusieurs axes principaux. Sur le plan institutionnel, il s'agit de promouvoir des organisations communautaires autogérées. Cette stratégie sera complétée par les interventions suivantes: i) amélioration de l'accès des pauvres, notamment les petits paysans et les paysans marginaux, aux services financiers et autres, par le biais de mécanismes institutionnels appropriés; ii) amélioration de l'accès des pauvres et des très pauvres aux ressources productives. Dans ce contexte, il a été recommandé que les projets futurs du FIDA s'appuient sur l'expérience acquise par le SAPAP, qui privilégie le développement des institutions de base. Dans le secteur agricole, le COSOP met l'accent sur les produits qui: i) peuvent employer une main-d'œuvre importante dans des délais relativement brefs; ii) ne nécessitent que peu de terres ou pas du tout; iii) demandent beaucoup de main-d'œuvre et peu de capitaux; iv) nécessitent un investissement relativement modique dans la formation; v) sont vendus à un prix suffisamment élevé pour apporter un revenu raisonnable aux paysans sans terre qui sont de plus en plus nombreux;

vi) sont relativement peu risqués, étant donné que les pauvres n'ont pas de ressources financières leur permettant d'absorber des risques. Sur le plan stratégique, la pêche en eau douce et l'élevage sont les deux seuls sous-secteurs de l'agriculture qui répondent à ces critères, et le COSOP recommande donc que le FIDA les privilégie. Sur le plan géographique, le COSOP a défini trois zones marginales cibles pour les futurs projets du FIDA: les *haorlands*, les *charlands* et les zones de collines.

### **Justification du projet**

8. Les basses terres du district de Sunamganj, dans le nord-est du Bangladesh, se caractérisent par des inondations saisonnières et des crues subites qui causent périodiquement des chocs économiques. Les paysans sans terre et les pauvres n'ont pas d'autre choix que d'essayer de survivre avec une seule récolte annuelle, sur des exploitations dont la superficie ne permet pas de produire assez pour éviter la malnutrition saisonnière. Plus de 86% de la population du district correspondent aux critères du groupe cible du FIDA. Les communautés qui vivent dans cette zone n'ont qu'un accès très limité à la plupart des services publics, ce qui est dû en partie à l'absence d'infrastructure et en partie au manque d'effectifs des différents ministères. En dépit de cette forte concentration de la pauvreté, la zone n'a guère reçu d'aide extérieure et peu de programmes y ont été entrepris pour les pauvres. Malgré des contraintes évidentes, il y a des possibilités économiques dans la zone du projet, dans des sous-secteurs comme la pêche, la riziculture et l'élevage. Des minorités influentes, qui maîtrisent l'essentiel des ressources, ce qui en prive les pauvres, sont bien conscientes de ce potentiel. Les pauvres ne peuvent pas mettre en valeur les ressources disponibles, principalement parce qu'ils ne sont pas organisés et n'ont pas accès à des capitaux. Ces inéquités se traduisent dans la répartition des baux de location des terres et des plans d'eau permanents riches en ressources halieutiques, qui appartiennent tous deux à l'État. Il est urgent d'intervenir dans ce district pour aider les pauvres en raison du fait que la zone est très isolée, qu'elle est dotée d'un potentiel prometteur, qu'un grand nombre de pauvres y vivent et qu'ils n'ont pas d'accès aux ressources.

## **DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET**

### **A. Zone du projet et groupe cible**

9. Selon le Bangladesh Institute of Development Studies (BIDS), le district de Sunamganj est le septième plus pauvre district du Bangladesh. Sur le plan administratif, il est divisé en 10 *upazilas*, qui comptent au total 2 818 villages. Sa superficie est de 3 670 km<sup>2</sup>. En 1997, sa population totale était estimée à 2 millions d'habitants. On estime qu'il y a 285 530 ménages ruraux, dont 51% n'ont pas de terres et sont tributaires du travail salarié, et 35% sont des agriculteurs marginaux possédant moins de 1 hectare. Quelque 246 000 ménages répondent aux critères d'admission à bénéficier du projet.

10. La quasi-totalité du district correspond à un vaste bassin de drainage inondable (*haor*). La majeure partie de la population vit dans des communautés très soudées, habitant des villages surélevés et surpeuplés qui se transforment en îlots six mois par an pendant la période d'inondation du bassin. Comme ces villages surélevés sont exposés à l'érosion des vagues, la construction d'ouvrages de protection est prioritaire. Une élite économique puissante contrôle la terre et les ressources halieutiques, si bien que les pauvres sont très démunis. Les sols sont fertiles, mais la quantité de riz produite par les petites exploitations est insuffisante pour nourrir les familles et il y a des problèmes saisonniers de malnutrition et de chômage. L'intensité de culture dans le district est beaucoup moins élevée que la moyenne nationale. En raison de l'impossibilité de trouver du travail pendant la saison des inondations, les hommes émigrent et les femmes n'ont aucune source de revenu.



11. Les plaines inondables de Sunamganj sont parmi les zones de pêche les plus productives du pays. Elles comportent notamment le *haor* de Tanguar qui, en raison de son importance écologique, a été classé site Ramsar dans le cadre de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de Ramsar). Une partie des pauvres pratiquent la pêche de subsistance pendant la saison des moussons, mais la plupart ne peuvent pas obtenir de droits de pêche car ils ne sont pas assez organisés et n'ont pas les capitaux nécessaires. Le riz est la principale culture, mais certains agriculteurs cultivent aussi des végétaux à croissance rapide, tels que la moutarde, des légumineuses et quelques légumes d'hiver, avant le repiquage du riz. La production de riz du district est excédentaire, mais le rendement est inférieur au potentiel, actuellement estimé à 2 tonnes/ha pour la variété locale *boro* et 4,5 tonnes/ha pour les variétés à haut rendement. Toutes les familles ont des animaux d'élevage, mais les systèmes agricoles ne sont pas intégrés. Les animaux d'élevage sont nourris d'herbe sur les terres en jachère durant la saison sèche ou de foin et de paille.

12. Le système agricole, fragile et précaire, est souvent perturbé par des inondations subites en cas de pluies précoces. Le *Bangladesh Water Development Board* a construit plus de 800 km de digues submersibles pour protéger les rizières contre les inondations subites. Ces digues sont invisibles au plus fort de la saison des inondations mais, quand l'eau se retire, elles isolent des plans d'eau. Certains des plans les plus profonds sont en eau toute l'année; on les appelle *beels*. Le Ministère des terres a recensé 1 093 *beels*, dont 686 font moins de 8 ha et 407 plus de 8 hectares.

13. Il y a des conflits entre les riziculteurs et les locataires des *beels*, qui constituent un groupe d'intérêt majeur souvent en concurrence avec les agriculteurs. Le principal motif de conflit est lié à la mise en culture de terres. Les agriculteurs veulent drainer les *beels* pour créer davantage de rizières alors que les pêcheurs souhaitent que le niveau de l'eau reste aussi élevé que possible. Un deuxième motif est lié au stockage de l'eau durant la saison sèche: durant cette saison, les agriculteurs veulent disposer d'eau pour irriguer, tandis que les pêcheurs qui exploitent les *beels* souhaitent les vider pour pêcher tout le poisson. La ressource halieutique elle-même est souvent source de tensions entre agriculteurs et pêcheurs. Les populations agricoles locales sont hostiles aux pêcheurs amenés de l'extérieur par les détenteurs de bail. En effet, les pêcheurs prennent des poissons qui, sans eux, resteraient à la disposition des agriculteurs lorsque leurs terres sont inondées. Les agriculteurs revendiquent un droit coutumier de pêche illimitée dans les plans d'eau.

14. L'envasement des cours d'eau et des *khals* (canaux) est aussi un grand problème dans le district. Il entraîne une élévation du lit des cours d'eau et du niveau de l'eau et une baisse de la superficie des plans d'eau durant la saison sèche. Cela produit une modification des caractéristiques de l'eau et de la production halieutique, car la profondeur des *beels* tend à diminuer. L'envasement réduit aussi les refuges ichtyologiques en saison sèche, ce qui contribue au déclin global de la production halieutique. Pour promouvoir la pêche dans le district, il faudra excaver des habitats de poissons. La baisse sensible de la production halieutique depuis 10 à 15 ans est aussi imputable au système de location des plans d'eau, qui encourage la surexploitation, à la déforestation des *haors* et au fait que les filets et les digues limitent la migration des poissons durant la saison du frai.

## B. Objectifs et portée

15. Les principaux objectifs du projet sont les suivants: i) accroître les revenus et les avoirs de 135 000 ménages en développant des organisations locales autogérées pour améliorer l'accès des bénéficiaires aux ressources primaires, à l'emploi, salarié ou indépendant, et au crédit; ii) soutenir la mise en place d'une institution nationale viable capable de reproduire le modèle du projet dans d'autres régions du Bangladesh. Afin d'atteindre ces objectifs, on financera cinq composantes conçues pour aider les pauvres: i) construction d'infrastructures à forte intensité de main-d'œuvre; ii) développement des pêches; iii) cultures et élevage; iv) crédit; v) appui institutionnel.



16. Comme la mobilisation des communautés et la création d'institutions sont des processus de longue haleine, le projet sera financé au moyen du mécanisme flexible de financement du FIDA (voir appendice VII), qui permet d'allonger la durée des projets. Le projet sera exécuté en trois phases sur 11 ans. On évaluera les progrès accomplis à l'occasion de deux bilans intermédiaires détaillés, fondés sur des indicateurs qui détermineront le passage aux deuxième et troisième phases. La première phase sera de cinq ans. Durant cette phase, on exécutera les activités du projet dans des *haors* sélectionnés de quatre *upazilas*. Pendant les deux phases suivantes, qui dureront chacune trois ans, on élargira le champ d'application du projet en se fondant sur l'expérience acquise et les enseignements qu'on pourra en tirer.

17. Les activités seront induites par la demande. On cherchera à mobiliser les communautés et on leur demandera de définir leurs besoins et les difficultés qu'elles rencontrent. Sur la base de la demande ainsi formulée, on mobilisera l'administration locale afin d'offrir les services nécessaires pour répondre aux besoins. En raison de la nature du projet, des enjeux et de la nécessité de laisser en place une institution viable à la fin du projet, il faudra mettre en œuvre les activités de façon progressive. La conception du projet tient compte de cette nécessité et seuls 23% du coût total correspondent à la première étape. Il est difficile de prédire la nature exacte des demandes qui seront formulées par les bénéficiaires mais, sur la base d'enquêtes sur le terrain, on prévoit que les composantes décrites dans la section ci-après répondront à l'essentiel des problèmes que rencontrent les communautés.

## C. Composantes

### Création d'infrastructures à forte intensité de main-d'œuvre

18. L'objectif de cette composante est d'offrir des emplois aux groupes les plus pauvres de la population afin de lutter contre la disette saisonnière, car les stocks de nourriture des ménages sont presque épuisés au moment des semailles. Un des objectifs connexes est de permettre à ces groupes cibles d'accumuler un peu d'épargne liquide pour pouvoir participer aux organismes de crédit créés par le projet, qui sont des groupes d'épargne et de crédit villageois exigeant que leurs membres constituent une épargne régulière. En raison de ces deux impératifs, il faut que les infrastructures créées demandent beaucoup de main-d'œuvre. La nature des ouvrages qui seront financés sera déterminée par la demande. D'après de premières informations, il est probable que la construction d'installations de stockage dans les villages, d'ouvrages de protection des villages contre l'érosion et d'adduction d'eau sera prioritaire. Les petits agriculteurs en particulier souffrent du manque d'installations de stockage. Souvent, ils doivent vendre le paddy aussitôt après la récolte et racheter du riz trois mois après à un prix qui a augmenté de 50%. La disponibilité d'installations locales pour le stockage devrait accroître considérablement l'épargne des ménages. Les animateurs sociaux employés par le projet mobiliseront les organisations villageoises du projet pour les amener à définir leurs besoins prioritaires en matière d'infrastructures et les aider à formuler leurs demandes, en partenariat avec le département local des travaux publics (DLTP). Des sous-projets d'infrastructure pourront être financés par le projet s'ils répondent aux conditions suivantes: i) être utiles à la majorité des membres de la communauté et en particulier aux plus pauvres; ii) les bénéficiaires contribuent en nature à au moins 5% du coût total; iii) les communautés se sont engagées à entretenir les ouvrages par la suite; iv) les communautés garantissent que les membres les plus pauvres seront employés par les travaux de construction; v) le coût du sous-projet ne dépasse pas 15 000 USD. Chaque communauté aura droit au maximum à deux sous-projets, et le deuxième ne sera financé que lorsque la communauté aura démontré qu'elle est capable d'entretenir convenablement les infrastructures du premier.

## Développement des pêches

19. Le principal objectif de cette composante est de donner aux pauvres un accès durable aux ressources halieutiques. On a prévu cinq sous-composantes pour faciliter et contrôler le développement des pêches: i) aménagement de *beels* et de *khals* à petite échelle; ii) appui au *haor* de Tanguar; iii) remise en état des étangs au profit des femmes indigentes; iv) appui au Département des pêches; v) études.

20. La gestion des ressources halieutiques sera communautaire. On aménagera quelque 600 *beels* et 10 km de *khals*. Les villages situés à proximité des plans d'eau seront structurés en organisations villageoises et on fera en sorte que les autorités leur accordent des droits d'exploitation des ressources. Les membres des organisations villageoises géreront les plans d'eau ainsi concédés dans le cadre de comités de gestion des baux, qui respecteront les pratiques en vigueur. Comme il est impossible qu'une communauté gère efficacement des actifs si elle n'a aucune garantie, on exigera que tous les *beels* et *khals* aménagés dans le cadre du projet soient loués aux communautés pour 20 ans au moins. Afin d'améliorer l'habitat des poissons, le projet financera des travaux d'excavation, l'aménagement de réserves pour les saisons sèches et, par le biais du crédit, la création de pépinières qui fourniront des plants pour les *beels* et les *khals* excavés. Quelque 229 pépinières seront ainsi établies, qui produiront environ 2 000 plants par an. Des femmes membres des organisations villageoises créeront et géreront les pépinières sur une base contractuelle.

21. En raison de l'importance mondiale et régionale du *haor* de Tanguar en tant qu'habitat aquatique, le projet sera exécuté en étroite coopération avec le Ministère de l'environnement et des forêts afin d'élargir les activités pour englober les communautés implantées dans ce site protégé par la Convention de Ramsar.

22. Une troisième sous-composante a été prévue pour les femmes très pauvres qui ne peuvent pas obtenir de prêt des organismes de crédit ou ont du mal à économiser le montant requis chaque semaine. Il s'agira de remettre en état des étangs ou d'en créer de nouveaux, à condition que les communautés mettent ces ressources à la disposition des femmes les plus pauvres sur la base d'un partage des captures décidé d'un commun accord. Les femmes membres des organismes de crédit devront financer au moins 5% du coût de ces aménagements avec leur épargne. Le projet financera le solde par un don. Compte tenu des enseignements tirés de projets similaires, on organisera les femmes en groupes de cinq. Au total, on financera l'aménagement de 1 615 étangs au profit de 8 075 femmes pauvres.

23. Le projet apportera les ressources nécessaires pour permettre au personnel du Département des pêches de mettre en œuvre la loi de 1950 sur les pêches et de former les communautés à la gestion des ressources hydriques dans l'intérêt de tous les membres des comités de gestion des baux. Il appuiera aussi la diffusion de matériel d'information et de supports didactiques sur l'importance de la conservation des ressources halieutiques.

24. Enfin, le projet conduira des études pour mesurer l'impact, notamment: i) une cartographie des ressources de chaque *upazila* au début du projet; ii) un suivi de l'augmentation de la production de poisson, des quantités vendues et consommées et de l'amélioration de la nutrition des ménages; iii) des études locales concernant l'impact des mesures de conservation sur la biodiversité.

## Culture et élevage

25. L'objectif de cette composante est de promouvoir l'élevage et les cultures afin d'accroître les revenus monétaires des pauvres. Vu la fragilité de l'agroécologie locale et le fait que la population cible ne dispose que de ressources très limitées, on s'engagera avec précaution. Durant les premières années, on cherchera à bien comprendre les problèmes et les priorités des agriculteurs en procédant à





des diagnostics participatifs qui seront réalisés par des équipes techniques d'*upazila*, composées des personnes suivantes: spécialistes thématiques (pêche, élevage et agronomie), un animateur social et un spécialiste de l'assistance technique ayant une expérience du diagnostic participatif. Le budget du projet prévoit deux diagnostics, l'un dans la première année et l'autre dans la sixième, dont le coût unitaire est de 550 000 takas (BDT). Une fois qu'on aura compris les problèmes et défini les priorités, on cherchera à élaborer des solutions pouvant être appliquées rapidement après quelques essais. On recrutera des spécialistes de l'assistance technique chargés de présélectionner des organisations ou des chercheurs compétents pour les travaux nécessaires, de concourir à la conception des essais, d'évaluer les résultats et d'assurer la qualité. Le budget prévoit 128 contrats de recherche d'un montant unitaire de 207 900 BDT. La saison suivante, les recherches seront conduites sur des exploitations. Une fois la rentabilité de la technologie démontrée, on diffusera les résultats par le bouche à oreille, la vulgarisation, des stages pratiques et des ateliers. Le projet aidera le Département de la vulgarisation agricole et le Département des services d'élevage à produire du matériel de vulgarisation et à former les bénéficiaires. Le budget du projet prévoit 7 380 démonstrations, d'un coût unitaire de 4 000 BDT, et la formation de 6 590 vulgarisateurs, sur 11 ans, à raison de 1 750 BDT chacun. Au total, le projet financera la formation de 23 200 personnes sur le terrain et de 2 624 personnes dans les chefs-lieux d'*upazila*.

### **Microfinance**

26. L'objectif de cette composante sera d'offrir des services d'épargne et de crédit au niveau des villages, en créant des organismes de crédit, inspirés des méthodes, politiques et procédures du SAPAP. Sur les 11 ans de la durée du projet, quelque 135 000 ménages ruraux bénéficieront de 4 500 organismes de crédit dans 2 250 villages. Ces organismes assureront la distribution du crédit à leurs membres, un administrateur étant chargé de tenir les livres et d'accorder les prêts après avoir reçu la formation nécessaire. Des contrôleurs internes recrutés et formés par le projet vérifieront régulièrement les comptes des organismes de crédit. Au total, il est prévu de former quelque 250 contrôleurs internes. La pierre angulaire du programme de crédit sera l'épargne. Aucun membre d'un organisme de crédit ne pourra obtenir un prêt s'il n'a pas épargné pendant au moins six mois. Les fonds du FIDA seront exclusivement réservés au groupe cible, c'est-à-dire aux agriculteurs exploitant moins de un hectare. Durant les six premiers mois, les organismes de crédit prêteront sur la base de leurs propres ressources. Le projet ne fournira des ressources additionnelles que lorsque les administrateurs des organismes de crédit auront fait la preuve qu'ils sont capables: i) de gérer les activités de crédit; ii) d'obtenir un taux de remboursement élevé; et iii) de tenir convenablement des registres. Les prêts pourront être accordés pour toutes sortes d'objectifs, la priorité étant donnée à la production, notamment baux de location des ressources halieutiques, pépinières, achat d'intrants saisonniers pour les cultures, engraissement de bovins ou production laitière, aviculture, pisciculture, situations d'urgence et commercialisation. Des vulgarisateurs formés et appuyés par les spécialistes thématiques et le personnel des ministères concernés apporteront une assistance technique aux bénéficiaires. Le crédit sera distribué par l'intermédiaire de la Bangladesh Krishi Bank (BKB) sur la base d'un accord de prêt subsidiaire. Le budget de cette composante prévoit des ressources pour la rémunération des contrôleurs internes, la formation des présidents et administrateurs d'organisations villageoises et d'organismes de crédit et des cours d'orientation pour les gérants de succursales de la BKB.

### **Appui institutionnel**

27. Les arrangements institutionnels du projet proposé reposent sur trois considérations importantes: i) le manque de personnel des directions locales des ministères à Sunamganj; ii) les graves carences des moyens de communication, qui augmentent le coût de la distribution des services aux bénéficiaires; et iii) la nécessité de mettre en place un organe semi-autonome qui soit financièrement viable après la fin du projet. Durant la première phase, on installera à Sunamganj une unité de gestion du projet et des bureaux extérieurs dans tous les *upazilas* concernés, afin d'accélérer

les formalités administratives. Tous les bureaux du projet seront dotés du personnel nécessaire pour assurer la gestion, la coordination, la planification, la comptabilité, les achats et la formation des bénéficiaires. Le FIDA et le gouvernement passeront en revue le cadre institutionnel de gestion du projet pendant la première phase. Sur la base de cette revue, le projet sera constitué en organe semi-autonome à la fin de cette phase, si cela est jugé nécessaire. Il financera l'assistance technique nécessaire pour institutionnaliser les activités, le coût de l'installation des bureaux à Sunamganj et dans tous les *upazilas*, y compris le salaire du personnel, l'achat des équipements et du mobilier, les frais de déplacement du personnel, et le renforcement des institutions de base et des mécanismes d'appui technique.

#### D. Coûts et financement du projet

28. Le coût total du projet sur 11 ans est estimé à 34,3 millions de USD, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers. Les coûts en devises représentent environ 11% de ce total. Le coût de base du projet est de 29,5 millions de USD. Les provisions pour aléas d'exécution sont de 10% pour les ouvrages d'infrastructure et d'aménagement des plans d'eau, et de 5% pour tous les autres postes sauf le fonds de crédit, et représentent au total 1,3 million de USD, soit 4% du coût de base. Pour ce qui est des hausses annuelles de prix, on s'est fondé sur une hypothèse de 1,5% du coût total en devises et 3% en monnaie locale, partant du principe que les variations de taux de change compensent les variations du pouvoir d'achat dues à l'écart des taux d'inflation. Le total des provisions pour aléas financiers sur les 11 ans du projet se monte à 3,5 millions de USD, soit 12% du coût de base. Le tableau 1 récapitule les coûts. Le FIDA financera 22,0 millions de USD (64,2% du coût total). Un cofinanceur apportera quelque 7,5 millions de USD (22% du coût total). À cet effet, le FIDA est en négociation avec le DFID, qui termine actuellement sa procédure de préévaluation. Au cas fort improbable où l'on ne trouverait pas de cofinanceur, on réduira l'échelle du projet au moment du premier bilan intermédiaire. Le gouvernement apportera 4,5 millions de USD (13% du coût total) et les bénéficiaires du projet fourniront en nature l'équivalent de 300 000 USD (0,9% du coût total). Les bénéficiaires contribueront à la composante infrastructure à hauteur de 5% et le gouvernement financera les 95% restants pour tous les ouvrages de protection des villages. Les bénéficiaires devront aussi apporter une contribution de 5% pour les travaux de remise en état des étangs. Les taxes représentent 2,6% du coût total du projet (800 000 USD) et seront intégrées dans la contribution du gouvernement. On trouvera un plan de financement au tableau 2.

**TABEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Création d'infrastructures à forte intensité de main-d'oeuvre	3 972	519	4 491	12	15
Développement des pêches	5 984	327	6 311	5	21
Culture et élevage	1 134	762	1 896	40	6
Microfinance	9 890	38	9 927	-	34
Appui institutionnel	5 418	1 411	6 829	21	23
<b>Total des coûts de base</b>	<b>26 398</b>	<b>3 057</b>	<b>29 455</b>	<b>10</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	1 135	164	1 299	13	4
Provision pour aléas financiers	3 065	465	3 530	13	12
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>30 598</b>	<b>3 686</b>	<b>34 285</b>	<b>11</b>	<b>116</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

**TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Cofinancier		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Création d'infrastructures à forte intensité de main-d'oeuvre	1 331	23,5	3 697	65,4	264	4,7	361	6,4	5 652	16,5	651	4 964	37
Développement des pêches	5 880	72,1	7	0,1	39	0,5	2 227	27,3	8 153	23,8	384	7 762	7
Culture et élevage	1 809	79,1	85	3,7	-	-	393	17,2	2 288	6,7	909	1 293	85
Microfinance	7 205	71,7	3	-	-	-	2 840	28,3	10 048	29,3	47	9 998	3
Appui institutionnel	5 748	70,6	672	8,2	-	-	1 724	21,2	8 143	23,8	1 694	5 777	672
<b>Décaissement total</b>	<b>21 973</b>	<b>64,1</b>	<b>4 463</b>	<b>13,0</b>	<b>304</b>	<b>0,9</b>	<b>7 545</b>	<b>22</b>	<b>34 285</b>	<b>100,0</b>	<b>3 686</b>	<b>29 795</b>	<b>803</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

## **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

29. **Passation des marchés.** Tous les marchés de biens et de services seront passés conformément aux directives du FIDA. Le projet ne prévoit pas d'achat qui se prête à des appels d'offres internationaux car les quantités à acquérir pendant chaque phase sont minimales. La plupart des articles sont disponibles sur le marché local à des prix compétitifs. Les ouvrages de génie civil seront réalisés dans le cadre d'appels d'offres locaux ou de contrats avec des entreprises passés par le DLTP. Dans le cas du terrassement, les travaux seront effectués par des sociétés de sous-traitance de main-d'œuvre, sur la base des procédures normales du DLTP. Les spécialistes de l'assistance technique seront recrutés au moyen d'un processus de présélection ou de gré à gré, selon des procédures acceptables pour le FIDA.

30. **Décaissements, comptabilité et vérification des comptes.** Un compte spécial en devises sera ouvert auprès d'une banque acceptable pour le FIDA pour faciliter l'acheminement régulier des fonds. Le premier dépôt devrait se monter à 1,0 million de USD. Toutes les demandes de retrait devront passer par l'unité de gestion du projet (UGP). Pour accroître la transparence et l'efficacité de la gestion financière, le projet inaugurerait l'application de méthodes de gestion financière conformes à l'initiative de la Banque mondiale pour l'amélioration de l'administration des prêts. Après une période initiale, durant laquelle la reconstitution du compte spécial se fera selon les procédures habituelles du FIDA, et une fois que le système de gestion financière aura fait la preuve de son efficacité, les décaissements seront opérés sur la base de rapports trimestriels de gestion du projet présentés par UGP. Des commissaires aux comptes contrôleront la comptabilité du projet selon des procédures acceptables pour le FIDA. Les rapports d'audit certifiés devront être transmis au FIDA au plus tard six mois après la fin de l'exercice budgétaire de l'État. Outre le contrôle annuel des comptes, on fera trois audits de performance, dont un examen du système de gestion financière et une vérification du processus de passation des marchés.

## **F. Organisation et gestion**

31. La responsabilité globale de l'exécution du projet sera confiée au secrétaire de la Division du développement rural et des coopératives. On établira une UGP, qui sera dirigée par un chef de projet acceptable pour le FIDA. Le chef de projet coordonnera les activités de tous les organismes associés à l'exécution du projet, notamment la BKB, le Département de la vulgarisation agricole, le Département des services d'élevage, le Département des forêts, le DLTP et les autorités locales. Une unité de suivi et d'évaluation (S&E) sera rattachée à l'UGP et chargée de suivre toutes les activités du projet. L'UGP conclura des accords avec des organismes fonctionnels pour leur confier les activités qui relèvent de leur domaine de compétence. Afin d'accélérer les formalités administratives et financières, on installera à Dhaka une unité de liaison dotée du personnel nécessaire. À la fin de la première phase du projet, l'UGP sera transformée en un organe semi-autonome totalement institutionnalisé, si le gouvernement et le FIDA se mettent d'accord pour ce faire. Les mécanismes de financement proposés devraient permettre à cet organe d'être financièrement viable à la fin du projet.

32. Au niveau central et en attendant la création de l'organe semi-autonome, le projet sera coordonné par un Comité de pilotage regroupant les parties prenantes qui sera présidé par le secrétaire de la Division du développement rural et des coopératives et composé de représentants de la BKB, de la Division des relations économiques du Ministère des finances de la Commission de la planification, du Département de l'administration locale, du Ministère des pêches et de l'élevage, du Ministère des terres et de quatre représentants des ONG et de la société civile. Ce comité se réunira au moins deux fois par an, une fois en juin pour examiner les progrès accomplis durant l'année précédente et approuver le plan de travail et le budget annuel, et une fois en décembre ou janvier pour évaluer les progrès accomplis à mi-année. Il tiendra des réunions extraordinaires si de graves problèmes entravent l'exécution du projet. Une fois l'organe semi-autonome créé, à la fin de la première phase, un conseil



d'administration, composé des représentants des ministères ci-dessus et du BIDS, ainsi que de représentants des bénéficiaires et du secteur privé, définira sa politique. À l'échelon du district, on créera un comité de coordination de district, qui sera présidé par le commissaire adjoint et composé de représentants du Département des pêches, du Département de l'élevage, du DLTP, du Ministère de l'agriculture et du Directeur régional de la BKB. Son secrétariat sera assuré par le chef de projet. À l'échelon de l'*upazila*, on créera aussi un comité de coordination qui sera présidé par l'*upazila nirbahi officer* et composé de représentants locaux du Département des pêches, du Département des services d'élevage, du DLTP, du Ministère de l'agriculture et du directeur de la succursale la plus proche de la BKB, et dont le secrétariat sera assuré par le chef de projet à l'échelon de l'*upazila*.

## G. Justification économique

33. **Avantages et bénéficiaires.** Le projet devrait avoir un très large impact. On prévoit de constituer 4 500 organismes de crédit, comptant 135 000 membres, dans 2 250 villages, en 11 ans. Sur le nombre total des membres des organismes de crédit, 86 400 devraient avoir reçu un prêt d'ici la onzième année, le montant total des prêts accordés se chiffrant à 730 millions de BDT. En outre, les organismes de crédit devraient accumuler au total 94 millions de BDT de dépôt. Le projet créera beaucoup d'emplois: il emploiera directement quelque 4 500 gestionnaires d'organismes de crédit, 4 500 présidents d'organismes de crédit et 225 auditeurs. En outre, il formera 6 590 animateurs villageois.

34. **Développement des pêches.** Les mesures de conservation prévues devraient entraîner un accroissement de la production de poisson. On estime que la production des *beels* passera de 400 kg/ha à 1 600 kg/ha en cinq ans, tandis que celle des *khals* passera de 300 kg/ha à 500 kg/ha. La composante pêche permettra d'aménager 4 723 ha de *beels*, de *khals* et d'étangs, ce qui permettra une production supplémentaire de 6 500 tonnes de poisson d'une valeur de 249 millions de BDT par an. Des arbres d'essences adaptées aux marécages auront été plantés sur 926 ha et fourniront du bois de feu et du petit bois d'une valeur d'environ 46 millions de BDT par an. Les mesures de conservation du *haor* de Tanguar devraient avoir un impact sur les captures de poisson en dehors des *beels* et des *khals* aménagés dans le cadre du projet. L'augmentation des disponibilités de poisson permettra de réduire la malnutrition saisonnière. La conclusion de baux pour la pêche avec les comités de gestion des baux organisés dans le cadre du projet permettra aux pauvres de tirer parti de la production de poisson.

35. **Avantages pour les femmes.** Dans la conception du projet, on a cherché à répondre aux besoins stratégiques des femmes en renforçant leur rôle en tant qu'agents du changement. Le projet apportera des avantages directs aux femmes en améliorant leur accès aux connaissances et à la technologie, en leur permettant de maîtriser des ressources productives et en les formant à l'animation et à la gestion. La moitié des organismes de crédit (2 250 environ) seront dirigés par des femmes formées et compteront parmi leurs membres des femmes, également formées. Dans chaque village il y aura au moins une femme formée à la vulgarisation agricole. Quelque 50% de la superficie des *khas* qui seront mis à la disposition des pauvres seront attribués à des familles ayant à leur tête une femme. En outre, 8 075 femmes indigentes seront employées pour l'aménagement des étangs et quelque 600 femmes travailleront comme pépiniéristes; les femmes auront aussi accès aux emplois créés par les travaux de terrassement; ces possibilités d'emploi devraient permettre un accroissement considérable de l'épargne familiale et une réduction de la malnutrition saisonnière. Les autres activités visant expressément les femmes sont la transformation des produits alimentaires, l'élevage et la culture maraîchère.

36. **Avantages institutionnels.** Si elle réussit, l'institutionnalisation de l'approche du projet aura un impact considérable sur le pays car ce type d'intervention permet d'assurer économiquement des services dans des zones reculées. La création d'une institution viable donnera une base pour continuer d'enrichir le capital social et humain à l'échelon communautaire. Par le biais des activités de

renforcement des capacités, les femmes et les hommes pauvres ou très pauvres seront en mesure de gérer eux-mêmes leur développement socio-économique.

37. **Analyse économique et financière.** Pour des raisons évidentes, le FIDA n'exige pas d'analyse économique et financière détaillée dans le cas des projets financés par le mécanisme flexible. Du fait que le projet sera induit par la demande et qu'il met l'accent sur la création d'institutions de base, il est impossible de faire une analyse financière globale. Les besoins de la composante microfinance ont été estimés sur la base de demandes de crédit dans les zones bénéficiant du SAPAP. Dans ce système, la solvabilité estimative de l'emprunteur est un des critères déterminants pour la distribution du crédit, de même que la viabilité financière de l'activité à laquelle le crédit est destiné. On a recensé des activités dans les domaines de la pêche, de l'élevage, de la culture et dans le secteur informel dont la viabilité financière est manifeste. On ne dispose d'aucune base solide pour établir un modèle général car le dosage des différentes activités dépendra de la demande. Il est donc impossible de faire une analyse financière de la composante microfinance et donc de l'ensemble du projet. L'analyse financière de la principale composante productive (développement des pêches) donne un taux de rentabilité de 25%, ce qui est très satisfaisant.

## H. Risques

38. Le principal aléa est que le gouvernement tarde à conclure des baux de location pour les terres et les plans d'eau disponibles et qu'il y ait des conflits avec les titulaires actuels de droits de pêche. En effet les droits de pêche ont une grande valeur et l'exploitation de ressources précieuses suscite une forte rivalité. Afin d'éviter ce risque, on commencera à exécuter le projet dans les *haors* où les principaux titulaires de droits de pêche ont une attitude positive envers les communautés. Dans un premier temps, on se concentrera sur des plans d'eau abandonnés qui ne suscitent pas de conflits d'intérêts. Le mécanisme flexible de financement prévoit la possibilité de mettre fin au projet au terme de la première phase si le gouvernement ne tient pas son engagement de conclure des baux avec les pauvres. Le deuxième risque est lié à la nécessité d'assurer la stabilité du personnel du projet. La stratégie fait une place importante aux spécialistes et au personnel du SAPAP pour guider l'exécution du projet dans les premières phases. Par conséquent, le prêt sera subordonné à une garantie de stabilité du personnel. Le troisième risque est que le gouvernement ne tienne pas l'engagement de constituer le projet en organe semi-autonome. Le gouvernement a accepté d'examiner cette question conjointement avec le FIDA pendant la première phase. S'il était convenu qu'un comité de pilotage est indispensable sur la base de cet examen, ce comité serait constitué avant la fin de la première phase. Si le FIDA juge un tel comité nécessaire, il pourra subordonner le passage à la deuxième phase du programme à sa création. Enfin, bien que les projections montrent que le projet devrait devenir viable à condition que la composante crédit soit décaissée comme prévu, des projections sur 11 ans sont très aléatoires. On a prévu des dispositions pour évaluer la rentabilité au moyen d'indicateurs appropriés durant la première année et un bilan global des activités dans la cinquième année. Malgré ces précautions, la viabilité du projet n'est pas garantie. Elle devra être réexaminée dans la huitième année et il faudra éventuellement modifier les conditions faites aux bénéficiaires.

## I. Impact environnemental

39. Durant la mission de formulation du projet, on a réalisé une analyse de la situation et de l'impact écologique conforme aux procédures du FIDA. Cette étude classe le projet dans la catégorie B et il n'est donc pas jugé nécessaire de procéder à une évaluation environnementale complète. Cette analyse a entraîné plusieurs modifications majeures de la conception du projet, dans le but de faire en sorte que celui-ci contribue à améliorer la gestion des ressources naturelles et d'éviter des effets négatifs sur l'environnement. La conception du projet prévoit une approche communautaire de la remise en état des écosystèmes de plaines inondables, des travaux de protection des villages contre l'érosion (plantation d'arbres d'essences locales adaptés aux marais), un appui à

des activités de conservation dans le *haor* de Tanguar, des études d'impact sur la biodiversité, et un suivi environnemental en cours d'exécution.

### **J. Caractéristiques novatrices**

40. Le projet présente plusieurs caractéristiques novatrices. Le crédit sera géré à l'échelon du village par les responsables des organismes de crédit. L'évolution de la stratégie du SAPAP et son institutionnalisation à l'échelle nationale auront des conséquences importantes pour le Bangladesh, car cet organe pourrait devenir viable sans aide extérieure et appuyer des organisations villageoises et des organismes de crédit autogérés capables de gérer le crédit et d'autres initiatives de développement de façon économique et rentable. Le projet permettra aux pauvres d'avoir accès aux *khas* appartenant à l'État et appuiera la remise en état des habitats de poisson dans les *haors*, de façon à accroître la disponibilité de poisson, ce qui devrait beaucoup venir en aide aux pauvres dont la sécurité alimentaire dépend de la pêche de subsistance. Enfin, il aidera à sensibiliser les communautés au sort des indigents en encourageant des partenariats entre les organisations villageoises et les groupes les plus pauvres.

### **TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ**

41. Un accord de prêt entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est présenté en annexe.

42. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

43. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

### **QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION**

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République populaire du Bangladesh un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix-sept millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (17 550 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> septembre 2041 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge

## **RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 20 avril 2001)

1. **Compte du projet.** Le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh (le Gouvernement), agissant par l'intermédiaire de la Division du développement rural et des coopératives du Ministère des collectivités locales, du développement rural et des coopératives, ouvrira et entretiendra à la succursale de Sunamganj d'une banque agréée par le Gouvernement lui-même et le FIDA un compte courant libellé en takas du Bangladesh (BDT) pour les opérations du projet. Le directeur du projet sera pleinement habilité à gérer le compte du projet.
2. **Acheminement des ressources du projet.** L'UGP transférera les fonds et les autres ressources requises dans le plan de travail et le budget annuel (PTBA) à la Bangladesh Krishi Bank (BKB), conformément à l'accord subsidiaire qui sera conclu entre cette dernière et le Gouvernement avec celle-ci pour exécuter la composante de microfinancement.
3. **Contribution de contrepartie.** Pendant la période d'exécution du projet, le Gouvernement mettra à la disposition de la Division du développement rural et des coopératives des fonds provenant de ses propres ressources pour chaque exercice budgétaire et égaux aux fonds de contrepartie prévus dans le PTBA pour l'année en cause du projet, à concurrence de l'équivalent de 4 463 000 USD.
4. **Parité hommes-femmes.** Le Gouvernement fera en sorte que les questions de parité hommes-femmes soient intégrées dans toutes les activités du projet pendant son exécution, par les moyens suivants:
  - a) encourager les agricultrices à jouer des rôles dirigeants et à participer à la prise de décisions au niveau de la famille et de la communauté;
  - b) donner la priorité aux agricultrices pour acquérir une formation d'animatrice ou de responsable au sein des organisations communautaires et villageoises;
  - c) donner la priorité aux femmes pour travailler en tant qu'agents du projet.
5. **Protection des ressources.** Le Gouvernement prendra toutes les mesures raisonnables possibles pour faire en sorte que la politique et les mesures en vigueur soient appliquées afin de sauvegarder les ressources forestières et halieutiques dans la zone du projet.
6. **Organe semi-autonome.** Le Gouvernement et le FIDA examineront conjointement la nécessité de créer un organe semi-autonome à la fin de la deuxième année et prendront une décision à la fin de la troisième année du projet.
  - a) Si le Gouvernement et le FIDA conviennent de créer un organe semi-autonome, l'UGP rédigera et soumettra les documents constitutifs au Gouvernement aux fins d'approbation dans les trois mois suivant cette décision, et le Gouvernement soumettra lesdits documents au FIDA pour examen et accord dans les six mois suivant cette décision.
  - b) Si le Gouvernement et le FIDA conviennent de ne pas créer d'organe semi-autonome, ils conviendront d'une stratégie de remplacement applicable jusqu'à la fin du projet.



- c) Au cas où le FIDA estimerait qu'un organe semi-autonome est indispensable au projet, la création d'un tel organe deviendra une condition préalable au passage à la deuxième phase du projet.

7. **Mise à disposition des baux.** Le Gouvernement mettra à la disposition des bénéficiaires les baux demandés par l'UGP: i) dans les six mois suivant la réception de la demande; et ii) conformément aux quantités demandées. Chaque bail sera établi pour deux périodes consécutives de 10 ans, renouvelables automatiquement. De plus, le Gouvernement fera en sorte que les bénéficiaires des baux concernant les *beels* les plus grands respectent les droits des autres bénéficiaires en faisant figurer dans les baux des dispositions:

- a) qui obligent chaque détenteur de bail important à délimiter la superficie en question au maximum de la crue;
- b) qui prévoient que les détenteurs de baux importants n'obtiennent d'autorisations qu'après avoir accepté par écrit de délimiter la superficie de leurs *beels*;
- c) prévoyant la résiliation des baux pour lesquels ces conditions n'ont pas été respectées.

8. **Modifications du pro forma de projet.** Le Gouvernement révisera le pro forma du projet: i) lors de la création de l'organe semi-autonome; ii) à la fin de la phase I et de la phase II; et iii) à tout autre moment où cela deviendrait nécessaire pour assurer la cohérence et favoriser l'exécution du projet pendant toute la période de mise en oeuvre. Le Gouvernement fera ces révisions dans les meilleurs délais possibles.

9. **Règlement en matière de crédit.** L'UGP établira un projet de règlement en matière de crédit pour la composante de microfinancement dans les meilleurs délais, et au plus tard 12 mois après l'entrée en vigueur du prêt. Ce règlement définira les modalités de prêt au sein des organisations communautaires et fixera notamment:

- a) les critères donnant aux membres le droit d'obtenir un prêt;
- b) les plafonds des prêts individuels et collectifs;
- c) les mécanismes d'approbation et de décaissement des prêts;
- d) la distribution du revenu provenant des prêts.

10. L'UGP soumettra le projet de règlement en matière de crédit au comité de pilotage du projet pour approbation. Lorsque ledit comité aura donné son approbation, l'UGP soumettra le projet de règlement au FIDA pour observations et approbation. Le comité de pilotage adoptera le règlement en matière de crédit, pour l'essentiel dans la forme approuvée par le FIDA, en vue de son application à tous les crédits consentis aux bénéficiaires du projet financés (directement ou indirectement) par le prêt. L'UGP fournira des exemplaires de ce règlement au FIDA aussitôt que possible après son adoption.

11. **Fonds renouvelable.** La BKB ouvrira et entretiendra un fonds renouvelable où seront déposées toutes les recettes nettes provenant des crédits consentis aux bénéficiaires du projet financés (directement ou indirectement) par le prêt. Elle utilisera ce fonds renouvelable pour financer des crédits supplémentaires aux bénéficiaires du projet conformément à l'accord de prêt au moins jusqu'à la date qui sera spécifiée dans l'accord subsidiaire avec la BKB ou, si aucune date n'est spécifiée, jusqu'à ce que tous les paiements au titre du service du prêt aient été intégralement effectués.



12. **Garantie des intérêts.** Le Gouvernement garantira le dépôt que doit faire la BKB dans un compte séparé pour financer les activités liées au projet après la date d'achèvement du projet, plus les intérêts échus.

13. **Directeur du projet.** Le directeur du projet sera nommé, sous réserve de l'approbation préalable du FIDA, pour un mandat d'au moins deux ans; il aura une expérience directe de la gestion du programme de lutte contre la pauvreté en Asie du Sud du PNUD ou d'un projet analogue et ne pourra être révoqué qu'après consultation et accord préalable du FIDA. Il recevra un traitement suffisant pour attirer des candidats qualifiés.

14. **Conditions préalables des retraits.** Aucun retrait ne sera effectué au titre de dépenses relevant de la composante de microfinancement jusqu'à ce que le projet d'accord subsidiaire avec la BKB ait été approuvé par le FIDA; qu'un exemplaire dudit accord subsidiaire, pour l'essentiel dans la forme ainsi approuvée et certifié conforme et complet par un fonctionnaire compétent de la Division du développement rural et des coopératives, ait été remis au FIDA; que la signature et l'exécution dudit accord par la Division du développement rural et des coopératives et la BKB aient été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les entreprises, administrations et autorités gouvernementales concernées; et que toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de cet accord aient été dûment remplies.

15. **Conditions supplémentaires préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:**

- a) le comité de pilotage du projet a été dûment constitué;
- b) l'UGP a été dûment créée;
- c) le Gouvernement a dûment ouvert le compte du projet et le compte spécial;
- d) le Gouvernement a ouvert des crédits budgétaires équivalant à la tranche de première année de la contribution de contrepartie mise à disposition de la Division du développement rural et des coopératives;
- e) enfin, un pro forma de projet, correspondant au rapport d'évaluation prospective et aux deux premières années de la conception du projet et prévoyant des procédures de transfert des baux a été communiqué au FIDA pour examen et observations et approuvé suivant les processus administratifs requis, pour l'essentiel dans la forme approuvée par le FIDA.

APPENDIX I

**COUNTRY DATA**

**BANGLADESH**

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 1997 1/</b>	130	<b>GNP per capita (USD) 1999 4/</b>	370
<b>Total population (million) 1999 4/</b>	127.7	<b>Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/</b>	3.2
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 1998 1/</b>	965	<b>Average annual rate of inflation, 1990-98 2/</b>	4
<b>Local currency</b>	Taka (BDT)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	BDT 55
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	2.1	GDP (USD million) 1999 4/	45 961
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	28	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	10	1980-90	4.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	73	1990-98	4.7
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	59	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	38.3	% agriculture	22
Poor as % of total rural population 1/	40	% industry	28
Total labour force (million) 1998 1/	64.1	% manufacturing	18
Female labour force as % of total, 1998 1/	42	% services	50
<b>Education</b>		Consumption, 1998 1/	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	n.a.	General government consumption (as % of GDP)	4
Adult literacy rate (% age 15 and above) 1998 3/	40	Private consumption (as % of GDP)	78
<b>Nutrition</b>		Gross domestic savings (as % of GDP)	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 085	17	
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	55	<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	56	Merchandise exports, 1998 1/	5 141
<b>Health</b>		Merchandise imports, 1998 1/	6 862
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	3.5	Balance of merchandise trade	-1 721
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	0.20	Current account balances (USD million)	
Percentage population without access to safe water 1990-98 3/	5	before official transfers, 1998 1/	-2 270
Percentage population without access to health services 1981-93 3/	26	after official transfers, 1998 1/	-253
Percentage population without access to sanitation 1990-98 3/	57	Foreign direct investment, 1998 1/	308
<b>Agriculture and Food</b>		<b>Government Finance</b>	
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	15.3	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	n.a.
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	1 453	Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	n.a.
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	111	Total external debt (USD million) 1998 1/	16 376
<b>Land Use</b>		Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	23
Arable land as % of land area, 1997 1/	61	Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	9
Forest area (km <sup>2</sup> thousand) 1995 1/	10	Nominal lending rate of banks, 1998 1/	
Forest area as % of total land area, 1995 1/	8	14	
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	43	Nominal deposit rate of banks, 1998 1/	
		8	

n.a. not available.

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 2000

2/ World Bank, *Atlas*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

4/ World Bank, *World Development Indicators database*, 2001

## PREVIOUS IFAD LOANS TO BANGLADESH

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan Acronym	Currency	Approved Loan Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Pabna Irrigation and Rural Development Project	AsDB	AsDB	HC	11 Dec 78	28 May 79	31 Dec 92	L - I - 9 - BAN	USD	30	100%
Fertilizer Sector Programme	IFAD	World Bank: IDA	HC	19 Dec 79	12 Feb 80	30 Jun 85	L - I - 31 - BA	SDR	19	91.6%
Small Farmer Agricultural Credit Project	IFAD	AsDB	HC	16 Sep 80	13 Jan 81	31 Dec 85	L - I - 41 - BA	SDR	17	100%
Southwest Rural Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	08 Sep 81	18 May 82	31 Dec 90	L - I - 73 - BA	SDR	20	61.8%
North -West Rural Development Project	AsDB	AsDB	HC	09 Dec 82	12 Oct 83	31 Dec 91	L - I - 110 - BA	SDR	13	21.9%
Small-Scale Flood Control, Drainage and Irrigation Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	13 Dec 83	27 Jun 84	30 Jun 93	L - I - 137 - BA	SDR	10	60.5%
Grameen Bank Project	IFAD	UNOPS	HC	12 Dec 84	24 Sep 85	31 Dec 90	L - I - 161 - BA	SDR	23	100%
Marginal and Small Farm Systems Crop Intensification Project	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 86	28 Aug 87	30 Jun 96	L - I - 194 - BA	SDR	8	52.9%
Oxbow Lakes Small-Scale Fishermen Project	IFAD	UNOPS	HC	01 Dec 88	20 Oct 89	31 Dec 97	L - I - 237 - BA	SDR	5	60.0%
Grameen Bank Phase III Project	IFAD	UNOPS	HC	25 Apr 89	08 Mar 90	30 Jun 95	L - I - 239 - BA	SDR	5	100%
Smallholder Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Apr 91	14 Dec 91	31 Dec 99	L - I - 280 - BA	SDR	7	78.7%
Special Assistance Project for Cyclone Affected Rural Households	IFAD	UNOPS	HC	04 Sep 91	24 Jan 92	31 Dec 99	L - I - 287 - BA	SDR	11	98.9%
Netrakona Integrated Agricultural Production and Water Management Project	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 93	08 Jul 94	30 Jun 01	L - I - 343 - BD	SDR	5	98.2%
Employment-Generation Project for the Rural Poor	IFAD	UNOPS	HC	12 Apr 95	24 Oct 95	30 Jun 01	L - I - 378 - BD	SDR	6	93.0%
Small-scale Water Resources Development Sector Project	AsDB	AsDB	HC	06 Dec 95	10 Jun 96	31 Dec 02	L - I - 391 - BD	SDR	7	54.3%
Agricultural Diversification and Intensification Project	IFAD	IFAD	HC	29 Apr 97	04 Dec 97	31 Dec 04	L - I - 443 - BD	SDR	13	53.5%
Third Rural Infrastructure Development Project	AsDB	AsDB	HC	04 Dec 97	01 Jul 98	30 Jun 05	L - I - 457 - BD	SDR	3	16.8%
Aquaculture Development Project	IFAD	UNOPS	HC	23 Apr 98	08 Dec 98	31 Dec 05	L - I - 472 - BD	SDR	15	19.7%
Smallholder Agricultural Improvement Project	IFAD	UNOPS	HC	29 Apr 99	17 Mar 00	30 Sep 06	L - I - 505 - BD	SDR	13	13.0%



## LOGICAL FRAMEWORK

Notes: (i) As the project is demand-driven, the output targets remain highly indicative and in some cases are not specified in details; (ii) as the project is a Flexible Lending Mechanism (FLM) project, the output targets only correspond to the first phase of the project; (iii) the logical framework should be regarded as indicative, as it will need to be reworked by project stakeholders in the field.

Strategic Goal	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions
Sustainable improvement in the livelihood and general quality of life of 135 000 poor households living in <i>haor</i> areas in Sunamganj	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 30% decrease in seasonal migration</li> <li>• % increase in annual average household income; % increase in per capita income</li> <li>• 10% reduction in prevalence of chronic malnutrition among children less than five years</li> <li>• At least 60% of the poorest report livelihood systems improved</li> <li>• No. of households provided with long-term secured access to land and water bodies</li> <li>• Reduced gender inequality in key areas of economic and political participation and decision-making</li> <li>• IFAD and other donors have promoted similar initiatives in Bangladesh by 2015</li> </ul>	<p>Rolling baseline data</p> <p>Project evaluation</p> <p>Ex-post impact assessment of project by the Government and external donors.</p> <p>Comparative evaluation through longitudinal surveys</p> <p>Anthropometric surveys and baseline, mid-term and project close</p>	<p>Institutions in the governmental and non-governmental sectors have the vision and the organizational capacity to create an institutional structure that can successfully disseminate the approach nationally.</p> <p>Government policies and programmes and donor assistance continue to focus on the poorest and most vulnerable.</p>
<p><b>Purpose (project objective):</b></p> <p>Primary objective is enhancing income-generating opportunities of the poor households participating in the project through:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• enabling effective and sustainable on-and off-farm income-generating activities through credit;</li> <li>• enhancing food production and consumption from secured access to natural resources and conservation of the resource base; and</li> <li>• providing employment through labour-intensive construction.</li> </ul> <p>A secondary project objective is to establish a sustainable institutional framework that will support the primary objective. This will entail functioning grass-roots institutions and an operational national institution to replicate the approach.</p>	<p><b>Production indicators</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Increased fish production in <i>beels</i> and <i>khals</i> by 50% within three years of establishment</li> <li>• % increase in annual average household fish production</li> <li>• % increase in annual average household staple crop production</li> <li>• % increase in annual average household vegetable production</li> <li>• % increase in annual average household livestock production</li> <li>• % increase in annual average household income from employment in constructing project infrastructure</li> <li>• At least 50% of employees in project infrastructure are women</li> </ul> <p><b>Consumption indicators</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Increased dietary diversification</li> <li>• Increased household consumption of fish by 10% by PY7</li> </ul> <p><b>Institutional indicators</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• % increase in borrowing</li> <li>• 100% increase in per-person savings with the CO by PY5</li> <li>• At least 15% of VOs report improved access to government services by end of Phase 2</li> <li>• SAB profitability measured by revenue as a proportion of administrative cost</li> </ul>	<p>Baseline survey</p> <p>Project evaluation</p> <p>Monitoring reports</p> <p>Cumulative findings of regular impact assessment studies and internal monitoring systems</p> <p>Nutrition survey</p> <p>Annual statement of accounts</p>	<p>Service provision becomes more appropriate for risk-prone <i>haor</i> areas.</p> <p>Synergy among government and village organizations is enhanced and institutionalized.</p>
<b>Outputs/Deliverables</b>			
<p><b>1. Rural Infrastructure:</b> Rural infrastructure schemes identified, constructed and maintained by beneficiaries on a demand-driven basis</p>	<p><b>PHASE 1</b></p> <p><b>The exact figures for Phase 1 cannot be estimated as component is demand-driven</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• X km of erosion work constructed and maintained following project-specified design standards</li> <li>• Water supply at the village level</li> <li>• X village storage facilities constructed and maintained following project-specified design standards (100 provided for)</li> <li>• 100% of labour for earthworks is provided by IFAD target groups identified by the VOs and SOs, of which at least 50% women</li> </ul>	<p>Progress reports</p> <p>Participatory M&amp;E</p>	<p>LGED has sufficient capacity to implement projects effectively.</p> <p>Severe floods do not impact negatively on construction activities.</p>
<p><b>2. Fisheries Development:</b> Fisheries</p>	<p><b>PHASE 1</b></p>		

3





Strategic Goal	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions
production programme implemented	<ul style="list-style-type: none"> <li>80 <i>beels</i> excavated</li> <li>2 km of <i>khal</i> excavated</li> <li>163 ponds excavated/leased to women</li> <li>X no. of LMCs formed and functioning (depending upon water body size)</li> <li>Fish conservation information disseminated to 225 villages</li> <li>3 studies on fish catch monitoring, 2 studies on biodiversity, 5 resource mapping exercises completed and results available to the PMU</li> <li>80 <i>beels</i>, 1 km of <i>khals</i> made available to project beneficiaries in first phase (<b>Phase 1-2 trigger</b>)</li> <li>275 <i>beels</i>, 8 km of <i>khals</i> have been identified and will be made available to the project for second phase (<b>Phase 1-2 trigger</b>)</li> <li>232 <i>beels</i>, 600 ha of land (does not include land required for adjoining districts) made available for third phase (<b>Phase 2-3 trigger</b>)</li> </ul>	Progress report Participatory M&E reports	Severe flooding and/or other natural disasters do not severely disrupt or change local livelihood systems.  Larger lessees are cooperative.  DOF, DCC and UNO office and project staff coordinate effectively.
<b>3. Crop and Livestock Development:</b> Crop and livestock production programme implemented	<b>PHASE I</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>48 research contracts implemented for research in integrated farming systems and fodder crop, and results available to the PMU</li> <li>Promotion of technology through demonstrations has been initiated</li> <li>Promotional material for livestock health disseminated to 225 villages</li> <li>500 ha of land made available to poorest project beneficiaries in Phase 1, of whom 50% women (<b>Phase 1-2 trigger</b>)</li> <li>1 000 beneficiaries trained</li> <li>1 300 ha of additional land identified and made available to the project for Phase 2 (<b>Phase 1-2 trigger</b>)</li> </ul>	Progress reports and disbursement reports Participatory M&E	Coordination is effective between DAE/DLS, SAPAP, DCC and UNO. People will be willing to import supplementary feed for stall-feeding livestock. Research results are relevant to the target group's conditions. Beneficiaries will be effective in the management of their newly acquired land.
<b>4. Microfinance</b> Savings and credit services component implemented	<b>PHASE I</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>600 VO presidents trained and managing effectively</li> <li>CO managers and presidents trained and working effectively</li> <li>54 CO auditors trained and auditing effectively</li> <li>950 COs managing credit and savings benefiting 10 000 members, of whom at least 50% women (<b>Phase 1-2 trigger</b>)</li> <li>Repayments rates – 90% (<b>Phase 1-2 trigger</b>)</li> <li>224 villages reached</li> <li>Average savings per beneficiary increased by at least 100% from PY1 to PY4 (<b>Phase 1-2 trigger</b>) and by 300% by PY7 (<b>Phase 2-3 trigger</b>)</li> <li>USD 1.2 million credit disbursed as loans to individuals or groups</li> <li>Lending to women is approximately 50% of total lending (<b>Phase 1-2 trigger</b>)</li> <li>100% of COs formed have functioning savings and credit scheme within one year of establishment and are meeting four times a month</li> <li>At least 90% of COs formed avail themselves of formal financial services one year after formation</li> <li>Capacity for utilization/management of their own resources indicator - 85% of VOs are functional and successfully formulating/implementing a plan four years after their formation</li> <li>50% of the poorest covered have access to CO resources within two years of the VO being formed; 60% after three years</li> <li>30% of the COs assist the indigent four years after their formation</li> </ul>	Progress reports and disbursement reports Participatory M&E	Market trends and fluctuations do not adversely affect economic viability of on- and off-farm activities.  Project staff are properly trained and motivated.
<b>5. Institutional Support</b> Project functioning effectively as a semi-autonomous body	<b>PHASE I</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>If agreed by IFAD and GOB, project established as an SAB by end of Phase 1 (<b>Phase 1-2 trigger</b>).</li> <li>Technical assistance recruited and project approach institutionalized (all operation manuals, chart of accounts to monitor profitability and M&amp;E system prepared) (<b>Phase 1-2 trigger</b>)</li> <li>PMU offices established and operating effectively (1 office and 4 <i>upazila</i> offices)</li> <li>Project staff recruited and trained: 1 project manager and other support staff at PMU, 39 SOs; 20 SMSs, 4 UPMs</li> <li>All coordinating committees at the national, district and <i>upazila</i> levels (one in each <i>upazila</i> to be included in first phase) established and functioning effectively</li> <li>Manuals prepared, M&amp;E system developed and operating effectively</li> <li>DAE and MOFL staff given courses in training methodology</li> </ul>	Progress reports and disbursement reports Participatory M&E  Records kept by the VOs/COs Regular documents/reports available for verification kept by COs	A close working relationship is established among the three types of institutions: government, SAPAP and VOs.

Strategic Goal	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions
	<ul style="list-style-type: none"> <li>550 Activists trained</li> </ul> Management review completed (Phase 1-2 and Phase 2-3 trigger) All studies and evaluation reports concluded and made available to the review missions (Phase 1-2 and Phase 2-3 trigger)		
<b>Activities (project components)</b>	<b>Total project baseline allocations (Phases 1-3)</b>		
<b>1. Labour-intensive infrastructure development</b> This is demand-driven so no targets are specified. Likely structures to be financed are: protective erosion work and village level storage and water supply.	USD 4.5 million	Progress reports and disbursement reports Participatory M&E	Funds are made available in a timely manner for all components. Cooperation and coordination with LGED, BWDB and DOF is effective. Careful planning is carried out to ensure that all work is achieved in 4 month dry season.
<b>2. Fisheries development</b> Excavation and development of 600 <i>beels</i> (1 100 ha) and 10 km of khals, Support for Tanguar <i>Haor</i> Development and leasing of 1 615 ponds by women (0.2 ha each) Dissemination of information on fish conservation by DOF Travel allowances for DOF staff Undertaking of studies on biodiversity, resource mapping and fish consumption.	USD 6.3 million	Progress reports and disbursement reports Participatory M&E	DOF staff is available in a timely manner.  Leases for land and for water bodies are made available to the project beneficiaries in a timely manner. Larger lessees cooperate. Communities are sensitized sufficiently to help the indigent.
<b>3. Crop and Livestock development</b> Contracting of research in integrated farming systems and fodder crops Promotion of technology through 7 380 demonstrations Dissemination of promotional material for livestock health Travel allowances for DAE and DLS staff	USD 1.9 million	Progress reports and disbursement reports Participatory M&E	Staff is available in a timely manner.
<b>4. Microfinance</b> USD 9.9 million credit for on-and off-farm activities and fisheries Training of 4 500 CO managers, 4 500 presidents and 250 VO auditors	USD 9.9 million	Progress reports and disbursement reports TA reports Participatory M&E	BKB performs as expected.
<b>5. Institutional Support</b> Establishment of PSC, district coordinating committees and Upazila committees Establishment of project as SAB by end of Phase 1. Recruitment of technical assistance for institutionalizing project (prepare all operation manuals, establish chart of accounts to monitor profitability, establish M&E system) Establishment of PMU offices (1 office and 10 Upazila offices) Recruitment of project staff and their training: 1 project manager; 86 SOs; 24 SMSs, accountants and support staff. Establishment of 4 500 COs and 2 250 VOs by SOs Training of 6 590 activists in all production systems	USD 6.8 million	Progress reports and disbursement reports TA reports Participatory M&E	A critical assumption is that the Government will approve project as a formalized SAB. A critical assumption is that the Government will allow the current SAPAP staff to continue. Poorest and most disadvantaged members accumulate enough cash savings to join the COs. COs are sensitized, develop empathy and demonstrate commitment to serve the poorest and most disadvantaged members of the community. Political environment does not change abruptly disallowing social mobilization.



## COSTS AND FINANCING

### Expenditure Accounts by Component – Totals Including Contingencies (USD '000)

	Labour- Intensive Infrastructure Development	Fisheries Development	Crop and Livestock Production	Microfinance	Institutional Support	Total	Physical Contingencies	
							%	Amount
<b>I. Investment Costs</b>								
A. Earth and Civil Works	4 186	5 647	-	-	-	9 833	10.0	983
B. Equipment and Materials	-	27	628	-	293	948	5.0	47
C. Vehicles	-	-	-	-	816	816	5.0	41
D. Technical Assistance	-	165	142	-	319	626	5.0	31
E. Training and Studies	-	417	1 029	167	249	1 862	5.0	93
F. Credit	-	-	-	9 492	-	9 492	-	-
<b>Total Investment Costs</b>	<b>4 186</b>	<b>6 257</b>	<b>1 799</b>	<b>9 660</b>	<b>1 677</b>	<b>23 578</b>	<b>5.1</b>	<b>1 196</b>
<b>II. Recurrent Costs</b>								
A. Salaries and Allowances	-	34	52	-	3 726	3 812	-	-
B. Vehicle Operating Costs	-	18	36	-	560	615	5.0	31
C. Other Operating Costs	305	3	9	268	866	1 451	5.0	73
<b>Total Recurrent Costs</b>	<b>305</b>	<b>55</b>	<b>98</b>	<b>268</b>	<b>5 152</b>	<b>5 877</b>	<b>1.8</b>	<b>103</b>
<b>Total BASELINE COSTS</b>	<b>4 491</b>	<b>6 311</b>	<b>1 896</b>	<b>9 927</b>	<b>6 829</b>	<b>29 455</b>	<b>4.4</b>	<b>1 299</b>
Physical Contingencies	434	596	92	22	155	1 299	-	-
<b>Price Contingencies</b>								
<b>Inflation</b>								
Local	782	1 469	228	112	1 130	3 721	-	-
Foreign	84	41	111	8	221	465	-	-
<b>Subtotal Inflation</b>	<b>866</b>	<b>1 511</b>	<b>339</b>	<b>119</b>	<b>1 351</b>	<b>4 186</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Devaluation	-139	-265	-40	-20	-192	-656	-	-
Subtotal Price Contingencies	727	1 246	299	99	1 159	3 530	6.1	216
<b>Total PROJECT COSTS</b>	<b>5 652</b>	<b>8 153</b>	<b>2 288</b>	<b>10 048</b>	<b>8 143</b>	<b>34 285</b>	<b>4.4</b>	<b>1 516</b>
Taxes	37	7	85	3	672	803	4.8	38
Foreign Exchange	651	384	909	47	1 694	3 686	5.1	188

6





**Disbursement Accounts by Financier  
(USD '000)**

	IFAD		Cofinancier		Beneficiaries		Government		Total		Foreign Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
<b>A. Earth and Civil Works</b>													
1. Village Protection Works	-	-	-	-	193	5.0	3 660	95.0	3 853	11.2	578	3 275	-
2. Earth and Civil Works	6 297	71.5	2 400	27.2	111	1.3	-	-	8 808	25.7	-	8 808	-
<b>Subtotal Earth and Civil Works</b>	6 297	49.7	2 400	19	304	2.4	3 660	28.9	12 660	36.9	578	12 082	-
B. Equipment and Materials	1 253	58.4	321	15	-	-	570	26.6	2 145	6.3	992	582	570
C. Technical Assistance	647	90.6	67	9.4	-	-	-	-	714	2.1	562	151	-
D. Training and Studies	1 852	82.5	392	17.5	-	-	-	-	2 244	6.5	632	1 612	-
E. Credit	6 816	71.8	2 676	28.2	-	-	-	-	9 492	27.7	-	9 492	-
F. Salaries and Allowances	3 377	75.5	1 097	24.5	-	-	-	-	4 474	13.1	268	4 207	-
G. Vehicle Operating Costs	487	64.4	156	20.6	-	-	113	15.0	756	2.2	454	189	113
H. Other Operating Costs	1 244	69.1	436	24.3	-	-	119	6.6	1 799	5.2	202	1 478	119
<b>Total</b>	<b>21 973</b>	<b>64.1</b>	<b>7 545</b>	<b>22</b>	<b>304</b>	<b>0.9</b>	<b>4 463</b>	<b>13.0</b>	<b>34 285</b>	<b>100.0</b>	<b>3 686</b>	<b>29 795</b>	<b>803</b>

## IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSIBILITIES

### Formation of Grass-Roots Institutions (VOs/COs)

1. The implementation arrangements for social mobilization will follow the current procedures of SAPAP. The overall responsibility for institution-building will rest with the project SOs. The SOs will encourage the villages to form VOs and COs, elect presidents and managers, and ensure that training is provided to them by the project. At the same time, each SO will conduct a socio-economic survey to identify the target group. The VO, which will represent the entire village, will be split into two COs per village (one for men and the other for women). The SOs will visit the VO/COs regularly and attend their weekly meetings. At these meetings, the SOs will take part in the discussions and check the record keeping of the CO managers. The auditors recruited and trained by the project will audit the CO accounts. Community activists, trained by the line ministries and backstopped by the project SMSs and government staff at the *upazila* level, will provide technical support to the beneficiaries. The VO members will select the activists.

### Labour-Intensive Infrastructure Development

2. PMO will implement the component, contracting LGED on a deposit works basis. LGED will undertake the construction of all works, including those undertaken by LCSs. The component is essentially a demand-driven component and will follow the formation of the VOs. Once the VOs have been developed, have mobilized savings and have demonstrated their capacity to manage their operations, they will be eligible to prioritize their infrastructure needs.

3. **Selection and prioritization:** The VOs will be encouraged to identify their critical infrastructure constraints and prioritize them on the basis of eligibility criteria. Once the communities have expressed a desire for a particular facility, the SO will explain the requirements of the project. These are as follows: (i) that the VOs contribute 5% of the cost in kind; and (ii) that the VOs demonstrate that they have formulated a plan to collect funds for maintenance. The SOs will forward the VO requests to the PMU through the UPM, attaching a comment outlining the communities' commitment to pay the initial capital, the amount of savings in the community and the amount that the community will collect regularly to pay for maintenance. The document will also identify the number of poor who will be employed. The PMU will ensure that the following criteria will be used in prioritizing the proposals. Priority will be given to financing subprojects (i) that benefit the target group, in particular women; (ii) in villages that have not benefited from the fishery development programme; and (iii) that create the maximum employment for the target group. Each village will be entitled to receive funding for no more than two subprojects, subject to a ceiling of USD 15 000. If the projects cost more, the amount of contribution from the communities will be increased.

4. **Construction:** Once the PMU has reviewed the proposals, it will contract LGED to implement the subprojects. LGED will prepare the plans and cost the proposals. The proposals will be discussed with the VOs; once approved, the agency will prepare documents and go to tender. LGED staff at *upazila* and district levels, assisted by PMU staff and the VOs, will cooperate to prepare the necessary documentation. Every effort will be made to ensure that the beneficiaries are awarded a substantial proportion of the work that they can undertake, including earthworks, pipe casting and culvert installation, turfing and tree plantation. The contractor will hire labour from the communities, paying the open market wage rates in cash. Unit prices for each work, transportation on building site, concrete mixing, etc., will be negotiable at the VO level during implementation in the actual area. Contractors' work will follow normal LGED procedures: bidding will be limited to prequalified contractors; following tendering, award will go to the lowest bidder. Each project will be managed as a separate project that is given to one contractor, who will be required to employ the people identified

by the VOs as the poorest. The contractor/VO will be responsible for the finalization of the project before monsoon. The contract preliminaries will include the preparation of standard contract documents, including arrangements for the use of the target group as labour.

**5. Supervision and organization and management:** Supervision of contractors will be undertaken in accordance with normal practice by LGED *upazila* staff. Materials will be tested at the LGED district-level laboratories. Payment will be made after the VOs have been trained and they have expressed satisfaction that the work has been completed. It will be a requirement of the project that the communities make provisions for collecting the maintenance charges from the members. They will be required to maintain the facilities from these funds and will be reimbursed for the actual expenses incurred in the first year. It will be part of the contract that the contractor provide training to the VOs in maintaining the facility.

### **Fisheries Development**

6. The component will be implemented by the PMU (facilitated by the DCC), DOF, LGED and NGOs. The District Coordinator's presence will assist in ensuring that the requested leases are made available to the beneficiaries without delay. Social mobilization will be undertaken by the project SOs, SMS (fisheries) and legal support officers (LSOs). The PMU will be supported by the DOF, which will be responsible for: (a) training the activists; (b) ensuring that the leases are available to the beneficiaries in a timely fashion; (c) enforcing compliance with the Fishing Act; and (d) providing technical assistance to the beneficiaries as and when requested. LGED will be contracted to undertake the development of water bodies through LCSs. All studies will be contracted to qualified NGOs or other appropriate agencies.

**7. Development of water bodies:** In total, 600 *beels* will be made available to LMCs. The phasing of the project activities will commence with a resource mapping study in each *upazila* to identify and quantify water bodies suitable for development. Project activities will commence around water bodies for which leases are immediately available and for which informal agreements have already been reached with the DCC and UNO. The project SOs will organize the VO members into LMCs with the support of the project SMSs (fisheries) and LSOs. The LMCs will formally apply for leases, and the COs will provide credit to LMC members to enable them to pay the lease fees. LMCs will be assisted to prepare water body management plans and receive grant resources to contract LGED to implement them through LCSs. It is anticipated that even after the leases are formally made available, there may be occasional conflicts. The overall responsibility for addressing these conflicts will rest with the LSOs. The SOs will report to the UPM at each *upazila*, who will be responsible for coordinating all activities at the *upazila* level.

**8. Pond aquaculture for women:** In total, some 1 615 ponds will be leased to benefit 8 075 women who will be organized in groups of five. Under this sub-component, it is proposed that presently derelict ponds will be rehabilitated with project support, on the condition that the pond owners will lease the rehabilitated pond for a period of not less than seven years to a group of destitute women from the same locality. The CO manager will take the initiative to: implement the sub-component; bring together destitute women members of the CO; contact the pond owner(s); and request the project to provide funds for rehabilitation. The three parties will enter into a harvest-sharing agreement, as follows: 20% owner; 10% for communities; 70% for the women's group. It will be a condition that all women involved in the fish pond be CO members and obtain credit for fingerlings and fertilizer through the CO. The women's sub-group will use the pond embankment area for growing summer and winter vegetables and organize guarding of the fish and vegetables. The SOs and SMS (fisheries) will organize training on pond aquaculture and pond preparation.

**9. Nurseries for *beel* development:** In total, some 229 nurseries will be required to undertake *beel* rehabilitation. This sub-component is also targeted to women. To be eligible for a contract as a village nursery operator, women must: be heads of household; be CO members with access to credit; have

experience in farming; and have sufficient space in their homesteads. The implementation of the component will be as follows: CO managers will take necessary initiative to form a sub-group of three to five women; after initial training by DAE or SMSs, the group will be provided a simple contract by the project to buy the production at a fixed price; the group will undertake construction and preparation of seedbeds and structures, including collection of seed (*hijal*) and root multiplication (*koroch*), preparing the seedbeds, including compost preparation and filling of the polythene bags, watering and daily care; and marketing of tree saplings for plantation after two years.

10. **Fisheries studies:** The project will undertake biodiversity studies, fish catch monitoring and consumption studies. All studies will be contracted to NGOs or other agencies that are qualified to undertake the task.

### Crop and Livestock Production

11. In implementing this component, the PMU (supported by technical assistance) will be assisted by DAE and DLS, which will be responsible for: (i) training activists; (ii) providing technical assistance to the beneficiaries as and when requested; and (iii) preparing information materials to be disseminated. The component is split into three sub-components: PRAs to understand villagers' priorities; action research to validate promising technologies; and dissemination of validated technologies.

12. **PRAs.** Once the upazila technical teams are established in the first two *upazilas* to be developed, an extended PRA will be conducted. The PRA will initially be conducted in 16 villages. Four of these will be in the uplands and 12 in the lowlands. Villages will be centrally located and reflect the typical constraints faced by the beneficiaries in the project area. In addition to the basic profile developed in every village by the SOs, the PRA will estimate data on production costs of agricultural livestock systems and related resources (such as the availability of land, grazing and markets). Crop and enterprise budgets will be drawn up to establish the viability of different activities and discussions held with local people to see how individual activities fit into the household economy. Where the technical performance or appropriateness of the potential technology is uncertain, the team will plan a research programme to test the technology under field conditions. Where technologies and development opportunities have already been proven under similar conditions in Bangladesh, the team will plan a dissemination programme to extend it to other villages in the two *upazilas*. The process will be repeated in other *upazilas* as they commence operation during Phases 1 and 2.

13. **Participatory research.** Technologies that have been identified as having potential but that are unproven in the project area will be tested and further developed in participatory on-farm research trials. Research will be concentrated in the 16 focus villages, increasing to 48 during Phase 1. This research will be carried out on a contract basis, with each trial being treated either as a separate contract or with similar trials grouped together under one contract. Suitable institutions or individuals will be prequalified to carry out this work. These may include, *inter alia*, the Bangladesh Agricultural Research Institute (BARI), the Bangladesh Rice Research Institute (BRRRI), Mymensingh Agricultural University and research NGOs. A senior scientist will supervise each research project and will be actively involved in the planning and evaluation of the results. The screening of potential topics, trial design, evaluation of results and quality assurance is crucial for the success of the research. Provision of six person-months of technical assistance has been included in project costs to assist and guide this process and, in particular, to help identify and prequalify appropriate research organizations.

14. **Technology dissemination and training:** Once research has been completed, or where it is felt that technologies do not need research, the project will actively assist in their dissemination to all villages in the project area. This dissemination work will involve: training of farmers; provision of extension materials, including funding for development of posters and pamphlets; and support for line ministry staff (DAE, DLS) involved in extension activities. Trained village activists will act as links between the project technical teams and the VO members. The project will also provide training for

project and line ministry staff to familiarize them with the technologies being promoted. Training of farmers in the field will be another avenue for the transfer of technology; where appropriate, a farmers' field school approach will be used. Training will also be linked to demonstrations, with farmers involved in the demonstration and their neighbours receiving training in the promoted technology.

### **Microfinance Component**

15. Implementation of the microfinance component will follow SAPAP procedures. A total of 4 500 COs will be formed during the project. COs will retail credit to their members, with CO managers maintaining records and granting loans after training. COs will be mobilized by project SOs. Technical support and training will be provided through trained activists (two for each village), SMSs and by line agency staff (DAE, DOF, DLS). The project will recruit and train 225 auditors to audit CO books and accounts.

16. Loans will be provided under the IFAD loan only to those members of COs who possess a total cultivable land up to 1 ha. The CO loan committee, comprising the manager, president and the activists, will appraise the individual loans and the COs will approve them. Loan disbursements will take place in cash at the CO meeting. In order to tap into the project funds, the SO will assist the COs to prepare a bulk loan application, which will include details of credit requirements of individual group members together with the expected repayment schedule. These will be checked by the project credit officer and sent to the BKB branch manager, who will credit the amount to the account of the CO. The CO manager will then disburse the funds to members. In determining loan amounts, the project will generally motivate the COs to follow the principle of starting with small loan sizes and gradually increase the loan size and maturity based on the successful repayment of the loan. While submitting the loans application for IFAD funds, the applications will include details of the CO's previous performance with savings mobilization, loan utilization and repayment, which will be closely monitored by the project staff. COs will not be eligible for IFAD funding unless they maintain an overall recovery rate of 95%. In general, the loan repayment schedule will be determined by the project and the COs based on the expected cash flow of the proposed investment. Credit will be recoverable in 12 months where the end-use is projected to be short-term, and 36-60 months in the case where the loan is used to finance medium-term investments. Weekly instalment repayment of loans may prevail for all types of loans. Individual borrowers under the CO will be required to contribute 10% of the total investment cost of the enterprise/activity to be financed in case of short- and medium-term investment loans. The contribution will be in the form of savings and will be deposited in an interest-bearing account with the bank. These funds together with 20% of the spread available to the VOs, which will be set aside as a loan loss provision, will constitute the risk fund. No collateral other than VO joint liability will be required for the loans to members.

17. Credit will be channelled through BKB on the basis of a subsidiary loan agreement. The terms and conditions will be: IFAD funds will be made available to BKB at 1.5% per annum and BKB will on-lend to the COs at 10% p.a. The spread of 8.5% between BKB's borrowing and lending rate will be allocated as follows: 2% to BKB to cover its administrative costs and the remaining 6.5% per annum put in a special account to be made available to the emerging SAB in PY11 to meet its capital needs after the project terminates. BKB will not carry any lending or foreign exchange risk. BKB will maintain separate accounting for loans made under the project and prepare the monitoring reports on a regular basis for submission to the project and IFAD on implementation progress.

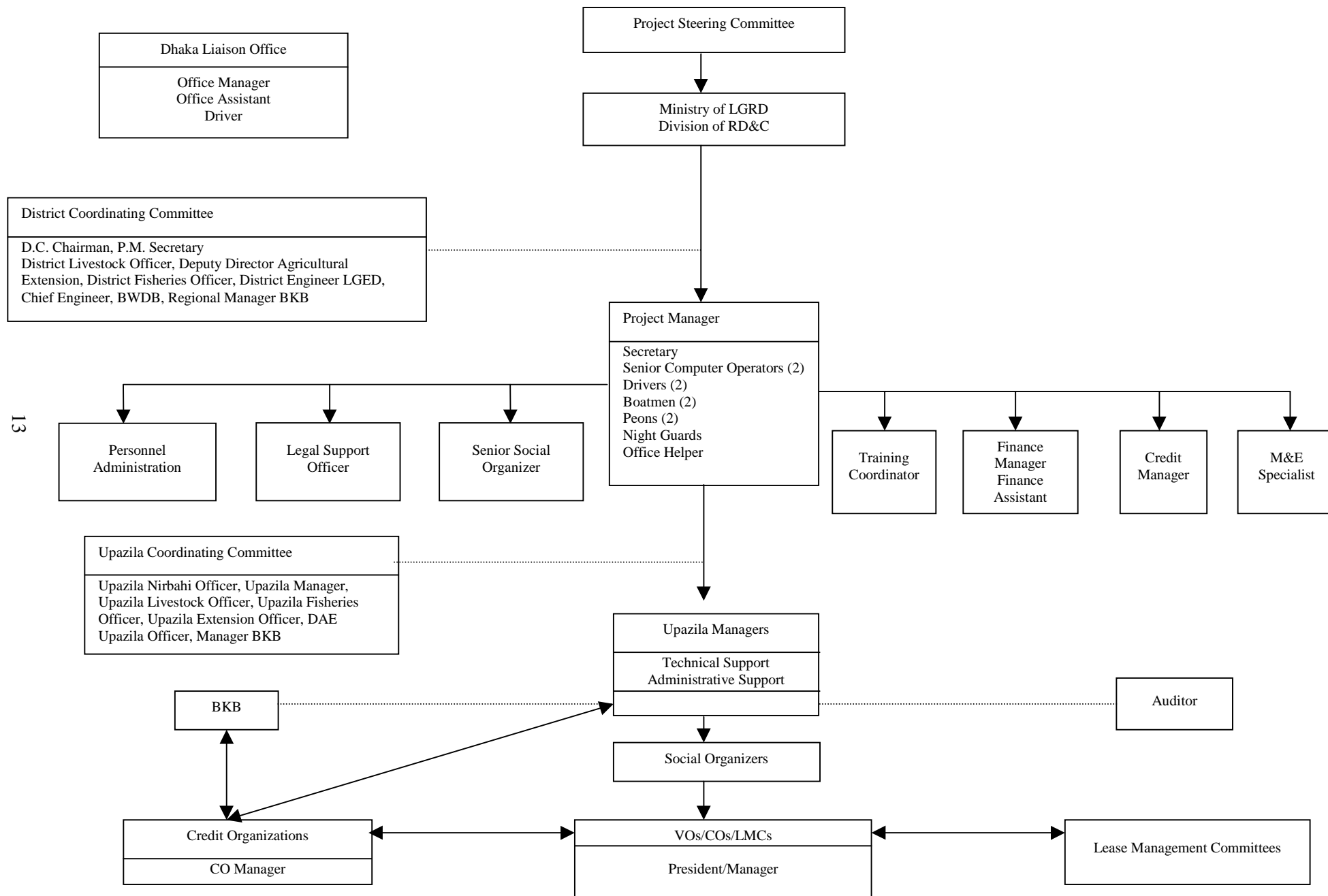
## Institutional Support

18. The project will start operating under a PMU, guided by a PSC. The project will finance 12 months of technical assistance to prepare operating manuals and management information systems. Once agreement is reached to establish the SAB, it will assume implementation responsibilities for the project. The project manager will report directly to the secretary RDCD in line with the management structure shown in Appendix VI, and will be responsible for the day-to-day operations of the project. The project manager will be supported by an M&E officer, a finance manager, a LSO, a training coordinator, a senior social organizer, a credit manager and the UPMs. The PMU credit manager will be responsible for arranging credit-related training, supervising *upazila*-level credit staff, maintaining relations with BKB, checking on the quality of audits, monitoring the component and making changes as appropriate. The finance manager will be responsible for preparing accounts, the AWP/Bs, the LACI system and PMRs, preparing withdrawal applications and preparing profitability reports. The LSO will be responsible for maintaining close relations with the district and *upazila* staff and that of the DOF to ensure that the leases are available to the target group and that any other conflicts that may arise from time to time are resolved. The UPMs will be responsible for overseeing the project activities in their respective areas. They will prepare plans, ensure that the operations are within the budget, coordinate training and maintain close relations with the *upazila nirbahi* officers on availability of fish leases and *khas* lands. They will also supervise the SOs and the auditors.

19. **Beneficiary M&E.** The overall responsibility for monitoring will rest with the M&E officer. The management information system (MIS) will be established so that the data can be analysed and presented to provide information on selected indicators. The M&E officer will be responsible for compiling quarterly and annual reports that will be based on data submitted by the SMSs, credit managers, SOs, FM and BKB. Impact indicators will be selected by project beneficiaries in consultation with the M&E office in an initial participatory workshop. The project will conduct annual surveys to obtain feedback from the beneficiaries on the efficacy of the project activities. The results of these surveys will be incorporated in the annual project progress reports and fed back to the communities.

20. **Participatory impact monitoring (PIM) and evaluation:** PIM at the CO/VO level will link into the regular collection of key indicators from CO/VOs by the project, but will primarily be a tool for strengthening the cohesiveness, management and sustainability of these organizations through their own internal monitoring. The village level PIM system will be designed in the initial participatory workshop. Implementation of community monitoring systems will be part of the training given to VO/CO presidents, managers and members. For purposes of impact evaluation, the project will gather baseline information on a rolling basis as VOs are formed. Impact will be evaluated based on MIS and beneficiary M&E data showing changes since groups were established, and the difference between mature and newly formed groups. Impact evaluation reports will be made available to IFAD and the cooperating institution and provide the basic input on which design of subsequent project phases will be developed. A formal evaluation will be undertaken by an external agency at the end of each phase. In particular, the reviews will focus on: (i) the timely release and availability of leases to the water bodies; (ii) the institutional development of the SAB and its profitability; (iii) the research results and the dissemination of the results; (iv) identification of future research activities; and (v) the impact of the project on the beneficiaries. Upon completion of the investment programme, the cooperating institution will agree with the PMU on the content and format of a project completion report. A draft report will be presented to the government, IFAD and the cofinanciers for discussion, and a final version will reflect the findings of the external agency.

# ORGANIZATIONAL CHART



13





## FLEXIBLE LENDING MECHANISM AND CONDITIONS FOR SUBSEQUENT LENDING

1. **Flexible Lending Mechanism.** The project will be funded through IFAD's Flexible Lending Mechanism (FLM). As such, it is divided into three distinct phases: (i) an initial phase of five years to establish the institutions and procedures, when activities will start in at least four *upazilas*; (ii) an expansion phase of three years (PY6-8); and (iii) a final phase of three years (PY9-11), which will establish project operations in the last *upazilas* and consider possible expansion in neighbouring districts. Under the proposed FLM, a series of so-called "triggers" or preconditions for deciding whether or not to proceed with, delay or cancel the subsequent phases of the project have been developed. A joint review by the Government, IFAD and village stakeholders at the end of PY5 and PY8 will determine whether the preconditions have been met and recommend an appropriate course of action. The reviews will also recommend, where appropriate, under which disbursement or other conditions a subsequent phase should be undertaken. The decision to proceed to subsequent phases will, however, rest with IFAD management and will be a disbursement condition for all expenditures in subsequent phases.

2. **First phase activities.** The first five years (PY1-5) of the project will focus on setting up institutions at the national, district, *upazila* and grass-roots levels and initiating carefully selected fisheries activities in four *upazilas*. The activities will include: (i) establishing a PSC, a district coordination committee, four *Upazila* Coordination Committees, as well as the PMU and four *upazila* project offices; (ii) if agreed, forming SAB; (iii) developing and testing the procedures for operations, including the LACI PMR system of financial management; (iv) conducting the initial PRA to identify the farmers' problems and plan research; (v) training VO and CO officials and activists; (vi) constructing infrastructure works where requested and; (vii) initiating research.

3. **Triggers for proceeding from Phase 1 to 2 (assessed at end of PY5) include:** (i) project has been fully institutionalized based on the SAPAP approach; (ii) project has been converted into a SAB (this would be considered a trigger pending the findings of a joint IFAD/Government review during Phase 1); (iii) 80 *beels* along with 500 ha of land have been made available to the project beneficiaries without undue administrative problems; (iv) 275 *beels* and 8 km of khals, along with 1 300 ha of lands have been identified and made available to the project for Phase 2; (v) project is operating on target (600 VOs formed and operating effectively); (vi) programme-level participatory M&E and participatory impact evaluation is functioning effectively and helping in tracking the triggers; and (vii) all studies and evaluation reports have been concluded to IFAD's satisfaction and made available to the review mission in PY5.

4. **Triggers for proceeding from Phase 2 to 3 (assessed at end of PY8) include:** (i) 1 500 villages have been reached by the project; (ii) an additional 232 *beels* have been made available to project beneficiaries; (iii) 600 ha of land have been made available for distribution to project beneficiaries to be covered in Phase 3 (this does not include land which will be required in any adjoining districts should the project expand); (iv) all the land requested in Phase 2 has been received by the beneficiaries; (v) all studies have been conducted as required and made available to the evaluation mission in PY8; (vi) credit recovery rates are such that 95% of COs are sustainable and maintaining a recovery rate of 95%; (vii) lending to women represents approximately 50% of total lending; (viii) average savings per beneficiary have increased by at least 300%; (ix) project-level M&E is functioning effectively and tracking the triggers.





## ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

1. IFAD does not require detailed economic and financial analysis for FLM projects for obvious reasons. The demand-driven nature of the project, with its emphasis on grass-roots institution-building precludes a comprehensive financial analysis, which is problematic even for the major project component, Microfinance. Requirements under this component have been estimated on the basis of trends in the demand for credit in areas currently under SAPAP. Under this system, the borrowers' assessed credit-worthiness assumes primary importance for credit allocation along with the financial viability of the activity for which the credit is to be used. Activities in the fish, livestock, crop and informal sectors have been identified and evaluated for financial viability. However, there is no sound basis for aggregating these models as the mix of activities is going to be demand-driven. This inhibits financial analysis of the Microfinance component and, thereby, of the project as a whole.

2. **Fisheries development component:** The fisheries development component provides a robust financial rate of return (FRR) of 25% over a period of 20 years. The rate remains at 16% even when subject to a reduction in benefits of 20% and an increase in costs of 20%. In examining the individual models, the model for beel management provides a FRR of 47%, while pond aquaculture provides a FRR of 113%.

3. **Agricultural enterprises:** Potential project activities in the fish, livestock, crop and informal sectors have been identified and their financial viability examined. Individual models indicate that the activities financed will be remunerative. The return to family labour has been compared to the wage rate of BDT60/day, which represents the farmer's opportunity cost. In the case of crops, *boro*, improved varieties of *T. Aman* and potatoes show considerable potential. Backyard vegetable production for home consumption is always profitable and needs to be oriented to meeting requirements in periods when vegetables are scarce and prices are high. Diversification in the highlands and medium highlands appears very remunerative, especially for crops such as potatoes, and should clearly be promoted.

4. **Summary of income-generating activity (IGA) models:** Sample models have been derived for some off-farm activities appropriate for landless persons. These IGAs are diverse and not easily comparable. In most cases the activities are short-term in nature and sometimes seasonal. They include, *inter alia*, rice trading, puffed rice making, cloth peddling, vegetable selling, tailoring, richshaw pulling, basket making and snack making. It has been assumed that financing will be provided at the prevailing interest rate of 15%. The models indicate that all identified activities will be financially profitable with benefit/cost ratios ranging from 2.1 to 8.9 (calculated as the ratio of net annual income, including finance charges, to the initial investment).

5. **Viability and sustainability of the project:** Sustainability is necessarily a key project objective. It is calculated that the project will cover its operating costs in PY11, with a fee of 6.5%. Clearly, other charges will need to be considered during implementation. It is proposed that an audit fee of BDT 1000/CO is charged two years after the CO is formed – these fees may be increased in later years depending on the strength of the COs. The project should also charge an administrative fee of 2% on CO-administered credit. The fees and charges will need to be kept under constant review, and the project costs provide for consultancies to monitor profitability and adjust fees if necessary to ensure that the project emerges as a viable institution. Sensitivity analysis indicates that the viability of the institution is seldom in doubt, although the break-even year changes with different assumptions. For example, the break-even year changes to PY13 if costs increase by 50%. In any case, the capital fund accumulated from the 6.5% spread would reach USD 1.8 million in PY11, and this would cushion the institution against any unforeseen events.

